

N° 59

DÉCEMBRE 2022

Cahiers de l'action

Des liens et des lieux:
l'« aller-vers »
en pratiques

Des liens et des lieux: l'« aller-vers » en pratiques



Cahiers de l'action

n° 59

Directeur de la publication

Augustin Vicard

Directeurs de la collection

Jordan Parisse et Emmanuel Porte

Comité de programmation

Florence Abadie, Nicolas Aury, Marie Bodeux, Natacha Ducatez,
François Galichet, Pascal Jarry, Francine Labadie, Éric Le Grand, Éric Sapin,
Marielle Stinès, Claire Thoury.

Coordination éditoriale

Marianne Autain

Secrétaire de rédaction

mr@kit-de-com.fr

Création graphique

Laëtitia Loas-Orsel

Contact rédaction

jordan.parisse@jeunesse-sports.gouv.fr
emmanuel.porte@jeunesse-sports.gouv.fr

Les propos énoncés dans cet ouvrage n'engagent que leurs auteurs.

Les Cahiers de l'action sont mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'utilisation commerciale - Pas de modification 4.0 International.

ISBN : 978-2-11-162723-9 (Papier) 978-2-11-162724-6 (PDF)

ISSN : 1772-2101

Dépôt légal à parution

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	7
<i>Augustin Vicard</i>	

INTRODUCTION

Jordan Parisse, Emmanuel Porte

Les démarches d'« aller vers » dans le travail social : une mise en perspective	9
--	---

1^{RE} PARTIE

« ÊTRE DEHORS » : UNE DIMENSION STRUCTURANTE DES DÉMARCHES DE PÉDAGOGIE SOCIALE

EXPÉRIENCE

Josiane Gunther

Investir le « dehors » : l'expérience de l'association Terrain d'entente	18
---	----

EXPÉRIENCE

Gurvan Bricaud

Du local à l'international : les expériences de l'association Tous les Maquis.....	26
---	----

ENTRETIEN

Entretien avec Guillaume Sabin

Fréquenter le dehors et se défaire des normes pour s'émanciper : aux fondements de la pédagogie sociale.....	34
---	----

2^E PARTIE

L'ALLER-VERS PAR LE NUMÉRIQUE, LES LIEUX ET LE SOUTIEN À L'ENGAGEMENT

ANALYSE

Agathe Quiblier et Valentine Poncet-Bernard

L'aller-vers numérique, un outil pour les associations
communautaires travaillant auprès des travailleur·se·s du sexe.. 44

EXPÉRIENCE

Mona Eugène-Maestracci

Le tiers-lieu Le Parallèle: un espace modulable pour aller
au-devant des jeunes 55

ENTRETIEN

Entretien avec Mona Gorce et Maïté Juan

L'intermédiation au service de l'engagement :
une forme d'« aller vers » 66

BIBLIOGRAPHIE 75

RÉPERTOIRE DES SIGLES 77

Trouvant leur origine dans le champ du travail social, les démarches dites d'« aller vers » – c'est-à-dire le fait, pour les intervenants sociaux au sens large, d'aller au-devant des publics, en sortant d'une logique de guichet – ouvrent des horizons d'action et de réflexion. Sans être nouvelles, ces démarches invitent à réinterroger plus fondamentalement les manières de penser l'action publique et associative, dans un contexte marqué par la survenue d'une multitude de crises: sociale, sanitaire, écologique et démocratique.

Les jeunes, pour ne prendre que cet exemple, ont été durement éprouvés par deux années de pandémie de Covid-19, que ce soit en termes de conditions de vie, d'insertion professionnelle, de perte de liens sociaux, de santé mentale ou de capacité à se projeter dans l'avenir¹. Malgré un regain d'optimisme mesuré en 2022 dans le cadre

CAHIERS DE L'ACTION N° 59

AVANT-PROPOS

du baromètre DJEPVA sur la jeunesse², l'entremêlement des crises et la prise en compte de leurs conséquences sur le long terme – en particulier sous l'angle des inégalités sociales³ – incitent à porter une attention particulière à la façon dont s'actualisent, aujourd'hui, les démarches d'« aller vers ».

Ces démarches portent en elles, comme le mettent en évidence les différentes contributions rassemblées dans ce numéro, l'ambition de construire une relation de soutien plus « habilitante » – c'est-à-dire qui vise à développer les aptitudes de la personne soutenue – entre les divers intervenants sociaux (travailleurs sociaux, éducateurs du monde de l'éducation populaire, salariés d'association ou formateurs) et leurs publics (jeunes ruraux, étudiant·e·s, travailleur·se·s du sexe, habitant·e·s), dans une logique de lutte contre le non-recours aux droits mais aussi d'émancipation individuelle et collective. Ce faisant, elles participent – au sens où l'envisageait le sociologue britannique Thomas Humphrey Marshall (1893-1981)⁴ – à la construction d'une pleine citoyenneté, elle-même fondée sur la reconnaissance de droits civils, politiques et sociaux. Et désormais aussi, écologiques.

Augustin Vicard, directeur de l'INJEP

1. Amsellem-Mainguy Y, Francou Q, Vuattoux A., 2021, « Crise du Covid-19 : dégradation des conditions de vie et de logement des 18-24 ans », *INJEP Analyses & synthèses*, n° 50.

2. Hoibian S, Müller J, 2022, « Regain d'optimisme des jeunes en 2022 après deux ans de pandémie », *INJEP Analyses & synthèses*, n° 60.

3. Amsellem-Mainguy Y, Lardeux L. (dir.), 2022, *Jeunesses. D'une crise à l'autre*, Paris, Presses de Sciences Po.

4. Marshall T. H., 1950, *Citizenship and Social Class and Other Essays*, Cambridge, Cambridge University Press.

Les démarches d'« aller vers » dans le travail social: une mise en perspective

JORDAN PARISSÉ, EMMANUEL PORTE
Codirecteurs de la collection des Cahiers de l'action

En l'absence de définition conventionnellement stabilisée, les démarches se revendiquant d'une logique dite de l'« aller-vers » recouvrent aujourd'hui, dans le champ du travail social¹, plusieurs dimensions complémentaires. Nous nous attacherons, dans cette introduction, à en délimiter brièvement les contours et les enjeux à partir de travaux récemment publiés, afin de mettre en perspective les différentes contributions proposées dans ce numéro.

En suivant les analyses de Cyprien Avenel, sociologue et expert au sein de la direction générale de la cohésion sociale (DGCS), ces démarches désignent, de manière générique, le fait de sortir d'une logique de guichet pour aller au-devant des personnes². Cela correspond à des modes d'intervention « hors les murs » qui amènent les travailleurs sociaux « à sortir physiquement de leur structure pour aller à la rencontre des populations dans leurs milieux de vie³ », que ce soit le domicile, dans l'espace public ou dans les lieux tels que les squats ou les bidonvilles. Ce déplacement physique peut également s'opérer de manière virtuelle, lorsque l'entrée en relation se fait par téléphone, SMS, mail ou via les réseaux sociaux en ligne. Dans cette perspective, la démarche peut dès lors s'appliquer à des actions de soutien de nature variée et répondant à des approches diverses: présence et écoute auprès des individus, orientation vers des structures et/ou des dispositifs adaptés, accompagnement individualisé, aide matérielle (délivrance de nourriture, de soins ou de produits

1. Notre utilisation du terme « travail social » renvoie à la définition qu'en propose Marcel Jaeger: « En réalité, l'expression générique "travail social", utilisée souvent par commodité de langage, englobe une mosaïque de professions, le mot travail rompant avec l'évocation de l'aide bénévole, dont l'objet est l'aide et l'accompagnement des personnes en difficulté, quels que soient leur âge ou leur situation (handicap, pauvreté, précarité, addictions...) » (Marcel Jaeger, 2020, « Les contours incertains du travail social: un facteur de perte de sens », *Revue française des affaires sociales*, n° 2, p. 53-54.)

2. Avenel C., 2021, « L'aller-vers au cœur des mutations du travail social », [\[acteursdusocialenpaca.fr\]](http://acteursdusocialenpaca.fr).

3. *Ibid.*, p. 9.

divers, etc.); mais aussi appui à des dynamiques collectives telles que l'organisation d'activités (sportives, culturelles, de loisirs, d'aide aux devoirs, etc.) ou appui à l'élaboration de projets, etc.

En outre, les démarches d'« aller vers » – *outreach* en anglais – intègrent aussi, dans le déplacement physique qu'elles opèrent, l'idée d'un déplacement de la posture professionnelle, dans le sens d'une « ouverture vers la personne dans ce qu'elle est globalement (et sans jugement *a priori* sur celle-ci⁴) ». En ce sens, selon Cyprien Avenel, cette modalité d'intervention suscite une réflexion de nature éthique quant au positionnement, dans la relation de soutien, de « la limite entre le respect du libre arbitre [des personnes accompagnées] et le contrôle social inhérent au mandat assigné par la société au travail social au nom de la protection et de l'émancipation ». En d'autres termes, se pose ici par prolongement la question de la frontière entre le « pouvoir discrétionnaire » dont dispose le/la travailleur·se social·e et le « pouvoir d'agir » qu'il/elle est en mesure de susciter⁵.

4. Avenel, 2021, *op. cit.*

5. *Idem.*

Une diversité de traditions historiques

De ce point de vue, les démarches d'« aller vers », telles qu'elles s'envisagent dans la période contemporaine, s'inscrivent, comme le soulignent Évelyne Baillergeau et Hans Grymonprez⁶, dans le prolongement des tensions qui ont historiquement traversé les pratiques du travail social et les réflexions qui l'entourent depuis le XIX^e siècle, tant en France qu'au Royaume-Uni et aux États-Unis. Sans prétendre à l'exhaustivité, plusieurs logiques d'intervention peuvent être ici évoquées.

En particulier, l'enjeu de la proximité avec les publics bénéficiant d'une assistance s'est trouvé au cœur des démarches visant à visiter les « pauvres » dans leur lieu de vie – qu'il s'agisse du domicile ou de la rue. Les auteurs mentionnent, en ce sens, les approches développées en France au XIX^e siècle par le baron Joseph-Marie de Gérando – théorisées dans un mémoire intitulé *Le visiteur du pauvre* – ainsi qu'aux États-Unis au début du XX^e siècle, dans le sillage de la méthode proposée par l'assistante sociale Mary Richmond, affiliée aux *Charity Organization Societies* (sociétés d'organisation de la bienfaisance). À la même époque, en Angleterre et aux États-Unis, émerge également – dans le courant du *settlement movement*⁷ – l'idée d'intervenir sous la forme d'immersions plus ou moins longues dans les quartiers pauvres des grandes villes (Chicago, Londres, New York, etc.). Il s'agissait, pour des intervenant·e·s sociaux·iales issu·e·s de classes moyennes et supérieures – initialement bénévoles, puis professionnel·le·s par la suite –

6. Baillergeau É., Grymonprez H., 2020, « "Aller-vers" les situations de grande marginalité sociale, les effets sociaux d'un champ de pratiques sociales », *Revue française des affaires sociales*, n° 2, p. 117-136.

7. Initié par des réformateurs sociaux tels que Jane Addams aux États-Unis (créatrice de la Hull House à Chicago) ou Samuel et Henrietta Barnett en Angleterre (créateurs de la Toynbee Hall à Londres).

d'y résider au sein de *settlement houses*, assimilables à des centres combinant accueil et service social, lieu de vie pour les personnes défavorisées, espace d'engagement civique, mais aussi point d'observation de la pauvreté.

À partir des années 1950, comme l'indiquent Évelyne Baillergeau et Hans Grymonprez, cet enjeu d'intervention au sein des milieux de vie a été mis en œuvre dans le domaine de la prévention de la délinquance juvénile, notamment aux États-Unis, dans le cadre d'expérimentations menées à New York en vue de limiter l'attrait des gangs auprès des jeunes, puis en France, à travers la création de la prévention spécialisée⁸. À partir des années 1970, au Québec, et des années 1980, en Belgique, ce type de démarche s'est également diffusé dans le domaine de la santé publique via des programmes de prévention sanitaire en direction des jeunes consommateurs de drogues et/ou d'alcool et des jeunes femmes faisant face à des grossesses non souhaitées. Ce mode d'intervention s'institutionnalise alors sous la dénomination de « travail de rue » et s'accompagne d'un mouvement de professionnalisation, dans lequel la démarche d'« aller vers » s'envisage moins comme une posture d'intervention que comme le cœur même de l'activité.

Depuis les années 1970, en France, la logique d'immersion dans les milieux de vie s'ancre également dans une perspective éducative à travers le développement de la « pédagogie sociale ». Mobilisant des fondations théoriques diversifiées – les Polonais Héléne Radlinska et Janus Korczak, la Hongroise Emmi Pikler, le Brésilien Paulo Freire, ou encore les Français Élise et Célestin Freinet, Bernard Charlot et, plus récemment, Laurent Ott⁹ et Guillaume Sabin¹⁰ – ce champ de pratiques consiste, comme le précisent Héléne Le Breton et Guillaume Sabin, en « une forme d'intervention sociale hors les murs qui s'adresse aux enfants et aux adolescents (et, indirectement, à leur famille) dans leurs espaces de vie quotidiens : la rue, les terrains de sport, les halls d'immeubles, les lieux fréquentés par les jeunes selon les territoires et les saisons [...] »¹¹. Reposant sur une logique de proximité spatiale et relationnelle avec le public, sur un principe de « pédagogie décentrée » – c'est-à-dire ne se rattachant pas à une norme déterminée *a priori* –, et sur une approche consistant à « accepter de ne pas tout maîtriser¹² », la pédagogie sociale développe une démarche d'« aller vers » ne se réduisant pas à un déplacement spatial de l'intervention mais visant à recomposer les modalités de la relation pédagogique à partir d'une immersion dans le milieu de vie. « En un mot, précise Laurent Ott, il ne s'agit pas de travailler "ailleurs" mais "autrement"¹³. »

8. Voir : Peyre V, Tétard F, 2006, *Des éducateurs dans la rue. Histoire de la prévention spécialisée*, Paris, La Découverte.

9. Ott L., 2011, *Pédagogie sociale. Une pédagogie pour tous les éducateurs*, Lyon, Chronique sociale.

10. Sabin G., 2018, *La joie du dehors, Essai de pédagogie sociale*, Montreuil, Libertalia.

11. Le Breton H, Sabin G., 2020, « Comment les pratiques pédagogiques hors les murs interrogent-elles les protocoles de l'intervention sociale ? », *Agora débats/jeunesses*, n° 85, p. 23-58.

12. *Idem*.

13. Ott L., 2018, « Pédagogie sociale et appropriation du territoire », *Recherche-action et écriture réflexive : la pratique innovante des espaces comme levier de transformation sociale*, INJEP, coll. « Cahiers de l'action », n° 51-52, p. 59

Une actualisation contemporaine des démarches d'« aller vers »

Si elles ne sont pas nouvelles, les démarches d'« aller vers » connaissent depuis ces trente dernières années une forme d'actualisation liée à plusieurs dynamiques qui ont successivement traversé le champ du travail social, tant dans les institutions publiques que dans le secteur associatif.

Cette actualisation s'inscrit tout d'abord dans le processus de mise à l'agenda institutionnel des logiques dites de « développement social local ». Dans le sillage de la décentralisation et de la création de la politique de la ville à partir des années 1980, l'essor de ce concept traduit, selon Cyprien Avenel, « la volonté de s'appuyer sur l'atout de la proximité et incarne l'ambition d'une approche plus locale et partenariale de l'intervention sociale et des politiques publiques, afin de dépasser les approches verticales et sectorielles traditionnellement orientées vers des “publics ciblés¹⁴” ». En portant une attention spécifique à la lutte contre les phénomènes d'isolement social et relationnel des personnes précaires au même titre qu'à la précarité de leur situation matérielle, d'une part, et en promouvant une logique préventive d'intervention en amont de l'installation des difficultés, d'autre part, cette approche offre aux démarches d'« aller vers » un nouveau terrain de mise en œuvre.

Le développement social local participe, en outre, d'un mouvement plus large de recomposition institutionnelle de l'action sociale – au sens où l'entend Robert Lafore¹⁵ – dans lequel les années 2000 et 2010 se caractérisent, selon Jean-Louis Laville et Anne Salmon, par une évolution du « registre de légitimité » du travail social, passant d'un « agir sur les publics » à un « agir avec les publics¹⁶ ». Parallèlement, ce mouvement de recomposition du travail social est également affecté par l'introduction relativement récente, en France, d'un cadre d'analyse et d'action centré sur le développement du « pouvoir d'agir » – traduction de la notion d'*empowerment*, théorisée aux États-Unis à la fin des années 1970 – que Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener envisagent comme un « nouveau paradigme pour l'intervention sociale¹⁷ ». Ce paradigme se retrouve alors au cœur du rapport de Marie-Hélène Bacqué et de Mohamed Mechmache remis en juillet 2013 au ministre délégué chargé de la ville¹⁸, dans le cadre la concertation préparatoire à la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine adoptée le 21 juillet 2014.

14. Avenel C., 2017, « Sources et trajectoires des pratiques de développement social en France vers le développement territorial », in Avenel C., Bourque D. (dir.), *Les nouvelles dynamiques du développement social*, Nîmes, Champ social, p. 33.

15. Lafore R., 2020, « Le travail social à l'épreuve des recompositions institutionnelles de l'action sociale », *Revue française des affaires sociales*, n° 2, p. 29-49.

16. Laville J.-L., Salmon A., 2022, *Pour un travail social indiscipliné. Participation des citoyens et révolution des savoirs*, Toulouse, Érès.

17. Bacqué M.-H., Biewener C., 2015, *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?*, Paris, La Découverte.

18. Bacqué M.-H., Mechmache M., 2013, *Pour une réforme radicale de la politique de la ville*, Rapport remis au ministre délégué chargé de la ville, [\[en ligne\]](#).

Héritée des mouvements sociaux, et plus particulièrement du mouvement féministe, avant de se diffuser dans le champ du travail social aux États-Unis au cours des années 1980 et 1990, cette approche est également associée – par « influences réciproques » – à la mobilisation de méthodes issues du *community organizing*¹⁹, dans la lignée des pratiques de mobilisation initiées dès les années 1930 par l'activiste Saul Alinsky (1901-1972). En suivant la définition qu'en propose la politiste Hélène Balazard, dont les travaux ont notamment porté sur le mouvement London Citizens et sur l'Alliance citoyenne de Grenoble :

« Les expériences de *community organizing* font partie des initiatives qui cherchent à dynamiser et à soutenir la participation de ceux qui ne se mobilisent pas spontanément contre les injustices vécues. Elles visent l'émergence de collectifs intermédiaires entre l'individu, d'un côté, et l'État et le marché, de l'autre. Les habitants, soutenus par des organisateurs (*community organizers*), façonnent leur propre agenda politique et demandent des comptes aux élites économiques et politiques du territoire sur lequel ils s'organisent afin d'obtenir des améliorations concrètes de leurs conditions de vie²⁰. »

La logique de l'aller-vers se trouve ainsi au cœur de ce type d'approche de la mobilisation citoyenne. Elle s'y incarne plus particulièrement dans le rôle dévolu aux organisateurs, dont le mandat est notamment de faire émerger et de former des « leaders » au sein des organisations communautaires, qui sont chargés de recruter de nouveaux participants et de créer du lien entre eux. Ils s'appuient pour cela sur leur insertion dans les réseaux locaux de sociabilités et sur un répertoire de techniques spécifiquement élaborées (entretiens en face-à-face, porte-à-porte, conversations avec les usagers d'un bus, etc.)²¹.

Enfin, l'actualisation des démarches d'« aller vers » bénéficie également de la reconnaissance institutionnelle de l'enjeu consistant à lutter contre le phénomène de non-recours aux droits²², à la suite des travaux initiés par Philippe Warin²³ dans le cadre de l'Observatoire des non-recours aux droits et services (ODENORE)²⁴. La mise en évidence des différentes formes de non-recours aux droits et aux dispositifs – non-connaissance, non-demande, non-proposition, non-réception –, leur mesure et l'explicitation de leurs mécanismes générateurs invitent à modifier les modalités de délivrance des aides et, ce faisant, le mode de relation avec le public, comme le souligne Cyprien Avenel :

19. Bacqué, Mechmache, 2013, *op. cit.*, p. 22

20. Balazard H., 2015, *Agir en démocratie*, Ivry-sur-Seine, L'Atelier, p. 28.

21. Talpin J., 2016, *Community organizing*, Paris, Raisons d'agir ; Balazard H., 2012, « Mobiliser et mettre en scène des "leaders" : Les coulisses des assemblées démocratiques de London Citizens », *Participations*, n° 4, p. 129-153.

22. Avenel C., 2017, *op. cit.*

23. Warin P. (dir.), 2019, *Agir contre le non-recours aux droits sociaux*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.

24. [odenore.msh-alpes.fr].

« L'accès aux droits et la lutte contre le non-recours impliquent alors d'aller vers les personnes qui ne demandent pas d'aide, voire [...] la refusent. Les services sociaux ne peuvent en effet demeurer dans une attitude qui consiste à attendre les personnes à leur bureau afin ensuite de traiter des dossiers à remplir pour ouvrir des droits ou des aides d'urgence. [...] L'accès aux droits fondamentaux passe alors par une démarche qui consiste à sortir de son bureau, pour aller physiquement vers les personnes, afin de contrebalancer les attitudes de renoncement, de non-concernement et d'isolement, dans un travail d'accès vers la citoyenneté²⁵. »

25. Avenel C., 2017, *op. cit.*, p. 8.

La prise en compte du phénomène de non-recours aux droits offre dès lors aux démarches d'« aller vers » un terrain pour réinterroger les fondements du travail social dans un contexte plus largement marqué, selon Jean-Louis Laville et Anne Salmon, par le déploiement en son sein d'une « culture managériale » et d'une « technicisation de type gestionnaire, associée à des procédures normalisatrices et uniformisantes²⁶ ».

26. Laville J.-L., Salmon A., 2022, *op. cit.*, p. 19.

Interroger les démarches d'« aller vers » en partant des pratiques

Construit avec l'appui du groupe de pédagogie et d'animation sociale (GPAS) de Bretagne²⁷, ce numéro des Cahiers de l'action se donne pour ambition d'interroger les démarches d'« aller vers » en partant des pratiques. Il procède d'une volonté du GPAS de consolider sa propre démarche de réflexivité à partir de son inscription dans le champ de la pédagogie sociale, tout en la partageant avec d'autres champs d'intervention. Ce fut ainsi l'objet – comme c'est désormais habituel dans la construction de chacun des numéros de la collection – d'une réunion d'échanges organisée au mois de décembre 2021, à laquelle ont participé une dizaine de contributeurs et contributrices issu-e-s d'horizons professionnels divers : pédagogie sociale, recherche en travail social, collectivité territoriale, ou encore éducation populaire. Les différentes contributions rassemblées dans ce numéro sont le produit de ces discussions et invitent à entrer dans une réflexion sur les démarches d'« aller vers » en interrogeant de manière transversale les enjeux liés à l'espace et au territoire, à l'organisation collective du travail, aux postures professionnelles et aux instruments mobilisés ainsi qu'aux finalités poursuivies. Deux parties structurent ce numéro.

Une première série de contributions donne à voir la façon dont la démarche d'« aller vers » est plus spécifiquement investie dans le

27. Nous tenons en particulier à remercier Céline Robin et Cécille Collin qui ont directement participé à l'élaboration de ce numéro, ainsi que l'ensemble des personnes ayant contribué aux échanges en amont.

champ de la pédagogie sociale, laquelle développe, ainsi que nous l'avons souligné plus haut, un rapport spécifique à l'espace et au « dehors » comme modalité de relation avec le public. **Josiane Gunther**, présidente de l'association Terrain d'entente, basée à Saint-Étienne (Loire), propose tout d'abord un retour d'expérience à propos de l'activité que mène l'association depuis une dizaine d'années sur un terrain de jeu situé au cœur d'un quartier populaire de la métropole ligérienne. Cette contribution explicite un mode opératoire fondé sur une présence régulière dans l'espace public comme socle des activités proposées, tout en soulignant les contraintes et les limites auxquelles l'association doit faire face. En partant d'un même attachement aux principes de la pédagogie sociale, la contribution de **Gurvan Bricaud**, investi dans l'association Tous les Maquis basée à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne), montre que loin de se cantonner à l'espace local, ce type de démarche trouve également des prolongements dans l'organisation de séjours collectifs avec les enfants et adolescents ainsi que dans l'insertion au sein d'un réseau d'échange international, gage d'ouverture et de multiplication des rencontres. Dans l'entretien qu'il a accordé à **Céline Martin** du GPAS de Bretagne, le chercheur **Guillaume Sabin** offre quant à lui une mise en perspective de ces pratiques d'« aller vers » dans le champ de la pédagogie sociale. En s'appuyant sur les résultats d'une recherche-action menée pendant trois années avec le GPAS, il précise à la fois la spécificité de l'approche dans ce champ spécifique, sa signification, ses implications, ses contraintes et ses limites.

Une seconde série de contributions se propose d'interroger trois modalités spécifiques de recours à une démarche d'« aller vers », de manière parfois contre-intuitive vis-à-vis de l'idée que celle-ci serait principalement associée à une mobilité physique vers l'extérieur. Membres de l'association Les Pétolettes, basée à Rennes, **Agathe Quiblier** et **Valentine Poncet-Bernard**, analysent la mise en œuvre d'une pratique d'« aller vers » numérique auprès des travailleurs·ses du sexe (TDS), ancrée dans une approche de santé communautaire reposant sur le principe de la « pair-aidance ». En se fondant sur des données recueillies dans le cadre d'une recherche-action réalisée conjointement avec l'association nantaise Paloma, cette contribution revient sur les enjeux spécifiquement liés aux manières d'entrer en relation, en ligne, avec les TDS, et sur les positionnements différenciés qu'il est possible d'adopter dans le cadre de ce type de soutien et d'accompagnement. En revenant quant à elle sur l'expérience conduite depuis octobre 2020 au sein du tiers-lieu dit « Le Parallèle » à Redon (Ille-et-Vilaine), **Mona Eugène-Maestracci**, coordinatrice du secteur jeunes adultes de l'association La Fédé, montre comment

une démarche d'« aller vers » peut s'incarner dans la manière de penser la modularité d'un lieu d'accueil des publics. La proximité avec les jeunes se construit ici à travers la possibilité qui leur est laissée de participer à la vie du lieu, dans les murs plutôt que hors les murs. **Mona Gorce** et **Maité Juan**, respectivement coordinatrice des démarches d'accompagnement à l'engagement et coordinatrice du pôle recherche et formation de l'association Astérya, soulignent enfin – dans l'entretien qu'elles nous ont accordé – les spécificités d'une démarche de soutien à l'engagement intégrant une logique d'« aller vers ». Celle-ci se matérialise dans l'approche consistant à rechercher, à travers les parcours des individus, ce qui va pouvoir les inciter à s'engager dans des activités bénévoles et à les orienter vers des associations susceptibles de les accueillir.

Partie 1

« Être dehors » : une dimension structurante des démarches de pédagogie sociale



EXPÉRIENCE

Investir le « dehors » : l'expérience de l'association Terrain d'entente

JOSIANE GUNTHER

Présidente de l'association Terrain d'entente

Depuis une dizaine d'années, l'association Terrain d'entente développe des activités à destination des enfants, des jeunes et des adultes, sur un terrain de jeu situé au cœur du quartier populaire de Tarentaize à Saint-Étienne (Loire). Ces activités s'inscrivent dans une démarche de pédagogie sociale qui implique une pratique et une posture d'accompagnement spécifiques. En cherchant à prendre place par une présence régulière dans l'espace public à travers un accueil libre, inconditionnel et gratuit, l'association ancre également son action dans la perspective de développer une « éducation globale » à vocation émancipatrice.



Depuis 2011, l'association Terrain d'entente est présente dans le quartier de Tarentaize à Saint-Étienne, où vivent un peu plus de 7000 habitants et où le taux de pauvreté s'élève à près de 48 %¹. Cette année-là, des enfants nous ont rejoints au cours de permanences administratives qui s'adressaient à des personnes nouvellement arrivées en France. Nous étions alors une poignée de militants (des travailleurs sociaux ou issus d'organisations politiques et syndicales) souhaitant contribuer à ce droit de tous de pouvoir circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État.

1. Source : [sigville.gouv.fr].

Nous avons tenté de répondre à cette demande en développant des ateliers de rue au pied de leurs immeubles. Nous avons apporté quelques jeux d'extérieur et nous sommes allés à la rencontre, les samedis après-midi, des adolescents qui jouaient régulièrement au foot sur un petit terrain aménagé. En l'espace de quelques semaines, nous avons trouvé notre place. Les « habitués » nous attendaient et d'autres enfants d'âges différents nous rejoignaient. Des adultes sont également venus vers nous en s'interrogeant sur la raison de notre présence et, comprenant qu'elle serait régulière, se sont réjouis de pouvoir désormais laisser leurs enfants sortir en toute sécurité.

« Même jour, même lieu, même heure, tout au long de l'année, par tous les temps. »

Peu à peu, des mères sont arrivées avec leurs enfants en bas âge. Nous avons pu ainsi construire une communauté éducative associant différents adultes pour veiller sur les enfants avec un temps de présence régulier. Même jour, même lieu, même heure, tout au long de l'année, par tous les temps. Nous n'avons pas d'intention particulière sur ce qui devrait se développer. Nous accordons une grande attention à ce qui se manifeste, nous prenons le relais des parents qui nous confient leurs enfants, nous développons des activités à partir des envies, des préoccupations des enfants, des jeunes, des adultes.

Nous nous adressons à ceux qu'on ne voit nulle part dans les réseaux militants, ceux qui ne poussent plus les portes des structures censées accueillir tout le monde, avec lesquels on ne fait pas société. De ce fait, leurs difficultés, leurs aspirations ne sont pas prises en compte.

Un terrain de jeu au cœur des activités de l'association

Les actions de l'association se déploient plus particulièrement sur le terrain de jeu situé au cœur du quartier, deux après-midi par semaine. D'autres rendez-vous se sont construits au fil des années. À ce jour, nous sommes présents tout au long de la semaine.

- Avec les enfants et les collégiens, nous partageons les ateliers de rue, des temps de soutien scolaire, nous encourageons l'accès aux activités sportives en club, à la culture, aux sciences, aux vacances. Un conseil des enfants est également organisé sur le temps des ateliers de rue lorsqu'il est nécessaire de prendre une décision collective (projets, sorties, vacances, conflits à régler, etc.).
- Avec les jeunes, nous proposons un « café des ados » chaque semaine. On joue, on discute, on élabore des projets. Ce temps est l'occasion de prendre en compte les difficultés manifestées par ces jeunes et d'assurer des accompagnements indispensables pour régler avec eux leurs problèmes (recherche de stages, de formation; réorientation scolaire; réalisation de CV et de lettres de motivation; infractions; procès). Certains arrivent à s'organiser pour des demandes de financement pour partir en vacances.
- Avec les femmes, chaque semaine, nous organisons un « café des femmes » ouvert à toutes. Le café prend la forme d'un temps de rencontres coconstruit avec toutes celles qui y participent. Il est propice aux échanges d'informations, aux prises de décisions, aux confrontations d'opinions. Les informations qui circulent entre toutes permettent de nous adapter au mieux aux réalités et favorisent des prises d'initiatives.
- Nous contribuons en outre à l'organisation d'activités diverses impliquant plus largement les habitants: tournois de foot intercommunaux avec des équipes mixant tous les âges, sorties vélo, etc.

L'accueil se veut libre, inconditionnel et gratuit, pour l'ensemble des activités que nous proposons. Nous limitons ainsi les contraintes d'inscription et/ou d'adhésion. Il n'y a pas d'enjeu sur le fait de venir régulièrement ou non. Chacun nous rejoint quand c'est possible et utile pour lui. Nous sommes en revanche très impliqués dans notre relation auprès des familles que nous rencontrons. Nous n'hésitons pas à aller frapper aux portes afin d'insister pour que les enfants qui nous en font la demande puissent participer aux activités, pour prendre des nouvelles, pour tenter de régler un conflit qui risque de

tendre les relations de voisinage. Nous nous efforçons, chaque fois que nous sommes présents, de créer un climat de sécurité et de bien-être avec tous.

Lors des temps de soutien scolaire, nous sommes présents chaque semaine sur trois périodes de deux heures. Sur un cahier, nous inscrivons les coordonnées des parents et leur nom, les enfants nous rejoignent quand cela leur est utile. Nous n'hésitons pas, néanmoins, à tenter un pas supplémentaire lorsque nous connaissons l'enfant et ses difficultés. Nous sommes prêts à le retrouver là où il est, y compris, le plus souvent, dans la rue. Chaque fois que cela est possible nous l'encourageons à aller chercher avec nous son cartable à la maison, ce qui constitue une occasion de prendre des nouvelles de la famille. Nous consacrons le temps nécessaire, d'une part à l'échange sur son ressenti par rapport à l'école, les éventuels sentiments d'injustice, de rejet, les inquiétudes quant aux résultats scolaires mais aussi à la compréhension des exercices, aux recherches, d'autre part à le rassurer sur les difficultés, à encourager les progrès.

Notre présence dans la durée et notre relation de proximité contribuent à construire un lien de confiance et de reconnaissance réciproque avec les habitants qui participent à nos activités. Ce lien permet de nous engager dans des actions qui reposent sur des besoins réels, des aspirations manifestées. Nous cheminons ainsi avec les personnes concernées, en lien avec d'autres collectifs.

Ces actions permettent de prendre en compte des demandes plus spécifiques et de mieux appréhender la réalité particulière de chacun pour pouvoir y répondre de manière adaptée. Notre travail opère selon une logique d'aller-retour permanent entre le collectif et la personne. Le collectif permettant à chacun de retrouver l'énergie, l'envie, le sens de sortir de chez soi et de s'impliquer avec d'autres pour régler des problèmes concrets. Et chaque personne a besoin de réaliser des démarches pour trouver des issues favorables à sa propre situation.

L'inscription dans une démarche de pédagogie sociale: une aspiration politique

La présence dans l'espace public – le « dehors », que nous envisageons comme le lieu de tous – est au fondement de notre activité associative. Elle nous permet de déceler les modes de relations et des échanges, ainsi que les manques et les possibles de ceux qui vivent dans le quartier, à travers le partage de leurs préoccupations, de

leurs aspirations et de ce qu'ils souhaitent faire avec nous. Il s'agit de construire une relation horizontale et égalitaire avec les habitants, en allant à leur rencontre et en faisant le premier pas.

Ce faisant, nous nous inscrivons et nous développons une démarche qui reste aujourd'hui – à notre sens – peu encouragée par les institutions du travail social telles que le conseil départemental. Celles-ci tendent à rester dans une logique surplombante, de conseil et d'orientation vis-à-vis des personnes traversant des difficultés multiples. Au risque de créer distance et méconnaissance réciproques.

« Nous avons la conviction que pour construire une société, vivante, humaine, il faut prendre acte de la diversité, de la complexité, de l'interdépendance. »

Se revendiquer de la pédagogie sociale, c'est affirmer la volonté de faire société tous ensemble et que chacun peut avoir les mêmes possibilités à décider de son devenir, à réaliser des projets en fonction de ses aspirations. C'est avoir un regard critique sur l'évolution des rapports de domination, d'écrasement d'une partie croissante de nos concitoyens qui deviennent ainsi toujours plus vulnérables.

Nous avons la conviction que pour construire une société vivante, humaine, il faut prendre acte de la diversité, de la complexité, de l'interdépendance. Personne ne se construit tout seul, personne ne réussit seul quoi que ce soit. On se construit à partir du tissu social qui nous porte, nous encourage, nous reconnaît. Nous reconnaissons la vulnérabilité comme constitutive de notre nature humaine, qui permet à chacun de pouvoir compter sur les autres et de compter pour les autres mais aussi de sortir de cette tension insupportable d'avoir à prouver qu'on est le meilleur, en cherchant à correspondre à ce qui est défini comme l'excellence.

Un pédagogue social est prêt à risquer de vivre des situations inconfortables, à prendre tout le temps nécessaire pour traverser les difficultés, pour que quelque chose de meilleur advienne. Parce que ce combat, ces tâtonnements, ces pas dans le vide enrichissent nos existences à tous. Nous nous laissons habiter par les peines et les joies qui nous donnent une réelle détermination à nous engager pour changer la vie.

Une consolidation incertaine de la démarche

Malgré nos onze années d'expérience, les perspectives de pérennisation de notre démarche restent encore, à bien des égards, incertaines. Nos relations avec les institutions intervenant au titre de la politique de la ville demeurent difficiles et nous n'accédons pas, à ce jour, aux financements proposés dans ce cadre. Nous ne disposons pas, non plus, de local en propre. Nos réunions d'équipe bihebdomadaires et les différentes actions que nous organisons (soutien scolaire, café des femmes, café des ados, etc.) se déroulent actuellement dans une salle mise à disposition par le conseil départemental des associations familiales laïques (CDAFAL) de la Loire. Cette situation accentue nos difficultés à être pris en compte comme des partenaires légitimes par les différentes structures du quartier telles que l'Amicale, le centre social ou encore l'équipe d'éducateurs de prévention. Et nous défendons une posture qui ne fait pas consensus.

Au fil de ces onze années, nos équipes n'ont pas cessé de se renouveler. Nos moyens financiers relativement limités² nous ont obligés à développer des emplois précaires. Les rémunérations insuffisantes que nous pouvons proposer n'incitent pas en effet les salariés à s'inscrire dans la durée. Les jeunes recrutés dans le cadre du service civique ne sont pas toujours suffisamment qualifiés pour assurer une posture éducative que nous pouvons qualifier d'« étayante ». Des jeunes en formation dans le champ du travail social réalisent des stages pendant quelques mois seulement. Des adultes bénévoles nous rejoignent pour participer à certaines de nos activités et viennent parfois de manière ponctuelle. Mais toutes ces personnes qui se succèdent ne connaissent pas forcément le fondement de notre démarche.

Il nous est dès lors indispensable de réaliser tout au long de l'année des temps de formation et d'analyse de nos pratiques auprès des équipes de l'association mais aussi des bénévoles. Avant chaque période de vacances scolaires, nous proposons une matinée pour réfléchir à notre pratique. En fonction de notre actualité (besoin d'un bilan des temps de soutien scolaire, besoin de s'approprier le concept de « pédagogie sociale », besoin de partager nos conceptions éducatives, etc.), nous nous retrouvons autour d'un texte, d'une expérience vécue, et nous tentons ensemble d'en tirer des enseignements. Ces temps constituent autant de points d'appui à notre collectif, tout en renforçant le sentiment d'appartenance.

2. À titre d'illustration, en 2021, les subventions dont nous avons bénéficié s'élevaient à 42 200 euros.

Développer une perspective d'« éducation globale »

Cette dynamique collective permet de développer des savoirs et des savoir-faire. Mais cette expérience émancipatrice ne transforme pas fondamentalement le quotidien des familles. Elle trouve ses limites face aux causes des difficultés rencontrées par les habitants, elles-mêmes résultant de dynamiques et d'orientations politiques plus larges : chômage de masse, remise en cause des services publics, difficulté d'accès aux droits fondamentaux, cloisonnement des espaces sociaux, etc. Nous souhaitons ainsi que notre action contribue à ce que ces inégalités d'accès aux droits soient posées à l'ensemble de la société.

Cela nous amène à être à l'initiative de collectifs investis sur une diversité d'enjeux – notamment concernant l'accès aux vacances, l'accès à une alimentation de qualité, le travail des femmes de ménage, etc. – et, plus particulièrement, sur la question de la continuité éducative. Celle-ci renvoie à l'idée que nous sommes collectivement responsables de l'éducation et de la protection des enfants et des jeunes.

Lors du confinement du printemps 2020, nous avons poursuivi le travail engagé avec des enseignants – dans l'approche pédagogique de Célestin Freinet – et des acteurs de l'éducation populaire sur la coéducation, sous la forme de conférences téléphoniques. Nos échanges portaient notamment sur les difficultés engendrées par la mise en place de l'enseignement à distance (également dénommée « continuité pédagogique »), tant vis-à-vis des jeunes et de leurs familles que vis-à-vis des enseignants. La difficulté de coordination et le cloisonnement entre les différents acteurs de l'éducation ont également été évoqués lors de nos échanges. Ces derniers nous ont de surcroît permis d'identifier certains besoins et d'organiser à notre échelle des actions de solidarité durant cette période, en réponse aux difficultés matérielles rencontrées (achats d'ordinateurs, photocopies de documents, « présence » téléphonique avec les personnes les plus en difficulté, etc.).

Face à cette situation, une véritable « continuité éducative » aurait permis de mobiliser de manière mieux coordonnée les différents acteurs éducatifs. Leur connaissance et leur lien avec les familles auraient pu donner des indicateurs en vue d'apporter un soutien adapté. Tous ces constats confirment qu'il est indispensable de mettre en place des espaces de coéducation dans les territoires, tous

les temps de vie de l'enfant pouvant en effet contribuer à construire des opportunités d'apprentissage, de coopération, de mutualisation et d'entraide.

Afin de répondre à ces enjeux, la création d'un « labo de coéducation » a été proposée à la rentrée 2021, avec la contribution de Frédéric Jésus, ancien pédopsychiatre de service public impliqué dans le champ des politiques sociales, familiales et éducatives, et de Catherine Hurtig-Delattre, enseignante investie dans ces pratiques pédagogiques de coéducation. En s'appuyant sur une méthodologie d'élaboration de projets impliquant l'ensemble des acteurs intervenant dans la vie de l'enfant, des groupes de travail seront mis en place en vue de partager des réflexions et de renforcer la coordination.

Pour les acteurs de la pédagogie sociale, le but de l'éducation est de former un être apte à se gouverner lui-même. Nous devons pour y contribuer unir toutes les compétences. Il s'agit, selon nous, non pas de programmer l'égalité des chances mais de lutter pour l'égalité du droit pour tous à l'éducation.



EXPÉRIENCE

Du local à l'international: les expériences de l'association Tous les Maquis

GURVAN BRICAUD
Association Tous les Maquis

Membre fondateur de l'association Tous les Maquis, implantée dans le Val-de-Marne, Gurvan Bricaud revient dans cet article sur différentes actions menées par l'association auprès des enfants et des familles dans différents espaces de vie. Se revendiquant d'une démarche de pédagogie sociale, le retour d'expérience opéré ici offre l'occasion d'appréhender concrètement les fondements méthodologiques et philosophiques de cette approche basée sur une logique de construction « chemin faisant » des projets et des activités développées avec les différents participants.



L'association Tous les Maquis trouve son origine en 2015, lorsque nous avons formé un collectif de cinq travailleurs et travailleuses issu-e-s de l'éducation populaire et du travail social (accueils collectifs de mineurs, éducation spécialisée, formation, etc.) et de militants syndicaux ou de mouvements pédagogiques. À cette époque, nous nous posions toutes et tous des questions, dans nos lieux de travail respectifs (collectivités territoriales, fédérations d'éducation populaire, associations, etc.) et dans un contexte d'urgence sociale et éducative, sur la possibilité d'exercer notre travail tel que nous l'envisagions.

Nous constatons que de plus en plus d'enfants et leurs familles se trouvaient en situation de précarité. Nous l'observions, par exemple, au sein des accueils collectifs de mineurs, lorsque certains enfants qui n'avaient que le centre de loisirs comme activité extrascolaire ne pouvaient plus y venir faute de moyens financiers suffisants. Nous observions également dans le travail social des phénomènes de « gestion » de la misère, avec bien souvent des travailleurs sociaux empêchés, par manque de moyens, de faire leur travail. Les politiques institutionnelles mises en place (par l'État, l'école, les collectivités territoriales, les services sociaux, etc.) ne nous semblaient plus en capacité d'apporter de réponses satisfaisantes aux plus précaires. La distance, le contrôle et la gestion, si ce n'est le jugement ou la suspicion, ne permettent pas une rencontre authentique, à égalité. De même, les logiques de ciblage des publics, le plus souvent captifs, qui se mettent en place dans l'éducation populaire ou l'animation sociale pour répondre aux appels à projets, ne construisent que peu de liens durables. Au lieu d'être ensemble, on se retrouve côte à côte.

Nous avons alors décidé de créer notre propre outil de travail, l'association Tous les Maquis, avec l'ambition de réhabiliter les espaces publics, le dehors, la rue, la nature, comme des espaces sociaux et éducatifs à part entière. Nous avons ainsi progressivement mis en œuvre, avec des moyens modestes, notre projet associatif et éducatif : éduquer et animer dehors, dans la rue et dans la nature.

De 2015 à 2018, alors que l'ensemble du collectif était encore salarié hors de l'association, nous avons participé à plusieurs initiatives locales coorganisées par des associations et la ville de Champigny-sur-Marne comme le « printemps des familles¹ » ou les « rues aux enfants, rue pour tous² », lors desquelles une rue est fermée à

1. Quinzaine organisée dans la ville avec des ateliers, des rencontres, les moments conviviaux entre parents, enfants, professionnels.

2. [wiki.ruesauxenfants.com].

la circulation et transformée en aire de jeux. À chaque fois, nous y avons contribué en organisant des ateliers éducatifs de rue ou des ateliers d'éducation populaire, toujours dehors, dans l'espace public.

En 2019, l'un des fondateurs de l'association a quitté son emploi salarié afin de se consacrer au développement de l'association, en lien étroit avec le collège solidaire³ et les volontaires impliqués. Puis, en janvier 2020, nous avons démarré l'organisation de notre atelier éducatif de rue hebdomadaire dans le quartier des Mordacs à Champigny-sur-Marne⁴. Depuis, d'autres activités se sont développées telles que les ateliers « hors les murs » le mercredi. Il s'agit d'expérimenter des centres de loisirs sans locaux, organisés en petits groupes, reposant sur une démarche visant à faciliter la découverte du milieu – envisagée, en pédagogie sociale, comme le fait de s'appuyer sur le quotidien des gens, dans les lieux où ils vivent. Aussi est-il essentiel de bien connaître son quartier, sa ville, ses habitants. Les autres axes de travail de ces ateliers se construisent autour des rencontres et de l'expression des enfants. Enfin, nous réalisons une présence sociale régulière, à la sortie des écoles, dans le quartier, et nous organisons également des séjours de vacances (colos, bivouacs).

3. Le collège solidaire remplace le conseil d'administration. Dans un fonctionnement collégial, les responsabilités sont partagées entre plusieurs personnes qui n'ont pas de lien hiérarchique entre elles. Chacun et chacune est responsable d'une partie de l'activité de l'association et les décisions importantes sont prises ensemble.

4. Le quartier des Mordacs est un quartier d'environ 5 000 habitants, reconnu au titre de la politique de la ville, situé à l'est de la commune de Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne).

Dans cet article, nous partagerons une partie de notre travail en nous appuyant sur deux exemples d'actions que nous mettons en place. Nous présenterons comment nous construisons des liens avec les personnes que nous rencontrons, mais aussi avec d'autres organisations sur et en dehors de notre périmètre géographique d'intervention.

La construction d'une série d'ateliers avec les enfants et les familles du centre d'accueil des demandeurs d'asile

Nos diverses expériences nous ont permis de constater que la construction des bases d'une relation de confiance passe par l'abandon de l'idée d'avoir *a priori* un projet à proposer aux habitants, auquel sont associés des objectifs déjà définis en amont. L'envie de partager le plus longtemps possible des moments ensemble constitue notre point de départ. Les projets et les objectifs qui leur sont associés résultent de la rencontre plutôt qu'ils ne sont le prétexte à la rencontre.

Ce faisant, lorsque nous organisons nos ateliers éducatifs de rue ou nos présences dans l'espace public, nous nous appuyons sur trois principes fondamentaux en pédagogie sociale que sont la gratuité, la

L'association Tous les Maquis

Association d'éducation populaire et de pédagogie sociale, Tous les Maquis est installée dans le Val-de-Marne (94). La majeure partie de son activité se concentre dans les quartiers de la politique de la ville, au sein d'hôtels sociaux ou dans les bidonvilles à Champigny-sur-Marne et aux alentours. L'association intervient aux niveaux départemental et régional en tant qu'organisme de formation mais également à un niveau interrégional, dans le cadre d'un travail amorcé avec le groupe de pédagogie et d'animation sociale (GPAS) de Bretagne, sur la formation au brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA) ainsi qu'avec d'autres associations (Secours populaire, Croix-Rouge, Intermèdes Robinson, GPAS) sur la mise en place de séjours pour les enfants. L'association a également une dimension internationale, à travers sa contribution à l'organisation d'ateliers éducatifs dans deux camps de réfugiés en Palestine occupée.

régularité et l'accueil inconditionnel. La mise en œuvre de ces principes nous permet d'être davantage disponibles et attentifs à ce qui arrive, à ce qui se vit. Ils instaurent des repères et créent les conditions de la rencontre : l'argent ou l'âge ne sont plus des barrières, tout le monde peut participer, contribuer, et une place est prévue pour chacun et chacune (enfants, parents, adolescents, passants, etc.). La régularité permet quant à elle de laisser aux participant-e-s le temps nécessaire pour se sentir prêt-e-s à la rencontre.

Pour illustrer cet enjeu, je vais m'appuyer sur une série d'ateliers que nous avons organisés en juillet 2021 dans le centre d'accueil des demandeurs d'asile (CADA) Miguel d'Estrella, géré par l'association France terre d'asile, à Créteil (94). Lors de nos échanges avec l'équipe du CADA, nous avons posé comme principe que notre travail n'avait d'intérêt que s'il s'inscrivait dans une forme de régularité et qu'il ne pouvait s'agir d'une prestation unique. Nous avons ainsi organisé quatre ateliers et une soirée conviviale chaque jeudi du mois de juillet.

Lors du premier atelier, nous nous sommes installés sur les espaces extérieurs du centre : le parking, les espaces avec des tables et les espaces verts. Très rapidement, plusieurs enfants ont commencé à venir à notre rencontre et à nous proposer leur aide, que nous avons immédiatement acceptée. Les premiers contacts se sont donc établis de manière très concrète en déchargeant notre camion et en installant le matériel. Malgré la barrière de la langue, nous avons joué, dessiné, raconté des histoires et partagé un goûter avec les

enfants et les parents qui ont rejoint l'atelier par la suite. Une fois cette rencontre suscitée, il nous fallait développer une relation plus profonde sur le temps dont nous disposions.

Pour le deuxième atelier, nous sommes partis de la même base – l'organisation du goûter – et nous y avons ajouté des jeux en bois. Faciles à manier, ils permettent de faire jouer ensemble les enfants et les adultes. Jouer nous a ainsi permis de mieux connaître les enfants présents et d'évoquer, notamment avec un groupe de jeunes filles somaliennes, l'atelier que nous souhaitions proposer la semaine suivante, dénommé le « spa de rue ». Celui-ci prend la forme d'un salon de beauté mobile, où nous proposons la réalisation de masques de beauté à l'argile et de microhammams faciaux, des massages ainsi qu'une petite manucure. Il s'agissait pour nous de créer pour ce faire un cadre relationnel de confiance propice à leur participation, qui plus est dans le cadre d'une activité en extérieur. Après discussion avec ces jeunes filles, nous avons trouvé collectivement un mode d'organisation pour garantir l'intimité: nous avons apporté, sur le parking du centre, un barnum que nous avons fermé à l'aide d'une toile. Cette installation a ainsi permis la participation de chacun des enfants qui le souhaitait, et les jeunes filles avec lesquelles nous avions imaginé l'activité ont pu avoir un moment pour prendre soin d'elles ensemble. L'organisation de ce type d'atelier facilite l'émergence de la relation de confiance mutuelle que nous recherchons.

Le dernier atelier a consisté en une sortie effectuée avec plusieurs enfants et parents. À cette occasion, nous nous sommes tout d'abord promenés sur un site naturel du département puis nous avons fait des courses en vue de préparer ensemble le repas du soir pour les personnes hébergées au centre. Cela nous a donné l'occasion de réfléchir en amont à un repas pouvant convenir à tous les convives, en tenant compte de la diversité des habitudes alimentaires. Le repas était principalement composé de céréales, légumineuses, légumes et fruits frais. Ce moment convivial a clos notre série d'interventions. Malgré une part de frustration, due au fait que nous ne reverrions

« La régularité de la présence, le fait d'accepter l'hétérogénéité, de prendre le temps et de prendre chacun et chacune en considération sont des éléments indispensables pour susciter la rencontre et pour approfondir la relation d'atelier en atelier. »

plus ces enfants et ces familles en transit dans leur parcours d'exil, nous avons eu la chance de les rencontrer et de partager, le temps d'un été, quelques moments ensemble.

Cet exemple illustre en quoi la régularité de la présence, le fait d'accepter l'hétérogénéité, de prendre le temps et de prendre chacun et chacune en considération sont des éléments indispensables pour susciter la rencontre et pour approfondir la relation d'atelier en atelier, même sur une courte période.

Les séjours de vacances comme prolongement des ateliers éducatifs de rue

Parallèlement à l'organisation d'ateliers éducatifs, notre association met également en place des séjours de vacances, que nous envisageons comme un moyen de prolonger, d'une autre manière, le travail que nous engageons avec les enfants et leur famille tout au long de l'année. En suivant notre approche, l'organisation des séjours est construite de manière à faciliter les rencontres. C'est pourquoi notre premier séjour de vacances, organisé au printemps 2022, a été pensé de manière à regrouper des enfants de différents horizons, ce qui nous a amenés à travailler avec d'autres organisations.

Le séjour a rassemblé seize enfants de 7 à 14 ans accompagnés d'une équipe pédagogique de quatre personnes. Le groupe se composait de quatre enfants du quartier des Mordacs, où nous organisons notre atelier éducatif de rue hebdomadaire; de cinq enfants du centre d'hébergement d'urgence de la Croix-Rouge, qui participent eux aussi à nos activités; et de sept enfants du quartier Opéra de Massy (Essonne⁵), qui participent, quant à eux, aux activités de l'association Intermèdes Robinson. Bien que participant fidèlement à l'atelier de rue chaque semaine, ces enfants n'avaient jusqu'alors jamais eu l'occasion de partir en vacances avec l'association.

Les relations qui unissent nos deux associations, Tous les Maquis et Intermèdes Robinson, remontent à de nombreuses années. Des liens se sont noués à partir de 2011 lors des chantiers de pédagogie sociale organisés par l'Institut coopératif de l'école moderne-Pédagogie Freinet (ICEM⁶), et l'activité d'Intermèdes Robinson a été une source d'inspiration pour la création de notre association. Aussi, lorsque nous avons décidé de créer ce séjour de vacances, il nous est apparu évident de l'ouvrir aux enfants accompagnés par Intermèdes Robinson, dont une partie de l'équipe pédagogique a également participé au séjour.

5. Le quartier Opéra, reconnu au titre de la politique de la ville, est situé à l'est de la commune de Massy (Essonne). Il regroupe environ 3500 habitants.

6. Créé en 1947 par le pédagogue Célestin Freinet, l'ICEM-Pédagogie Freinet « se donne pour objectifs et bases de travail la recherche et l'innovation pédagogiques, la diffusion de la pédagogie Freinet par l'organisation de stages, par la conception, la mise au point et l'expérimentation d'outils pédagogiques pour la classe, de revues documentaires pour les enfants, les jeunes et les enseignants, et l'édition de publications pédagogiques ». Voir : [\[icem-pedagogie-freinet.org\]](http://icem-pedagogie-freinet.org).

7. [afl-hebergement-collectif.com].

Le séjour nous a conduits à Berck-sur-Mer, dans le Pas-de-Calais, où nous avons assisté au Festival international de cerfs-volants. La destination s'est imposée à nous pour au moins deux raisons. Il s'agissait tout d'abord d'un festival populaire, qui nous permettait d'emmener les enfants en bord de mer et d'être dehors avec eux. En outre, nos liens avec l'association Accueil Formation Loisirs (AFL⁷) implantée dans la commune voisine de Fort-Mahon-Plage nous offraient la possibilité d'être logés durant une semaine, en pension complète, dans son centre d'hébergement. Ce lieu a longtemps abrité des stages de formation au brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA) et continue d'accueillir des colonies l'été. Dans ce centre à taille humaine, les enfants trouvent leur prénom écrit sur la porte de leur chambre en arrivant. Une boîte à leur nom leur permet de ranger leurs affaires et ainsi de faciliter l'organisation du réveil individualisé et du petit déjeuner échelonné; tous les espaces étant aménagés en conséquence. Ces attentions aux détails et l'exigence apportée par l'équipe du centre à la qualité de l'accueil sont propices à faciliter les rencontres, dans un cadre sécurisant, où les enfants et les adultes connaissent et passent du temps avec les personnes chargées de la préparation des repas et de l'entretien des locaux.

Notre objectif est de revenir sur place chaque année afin que ce séjour devienne un rituel et un repère pour notre association. La mise en œuvre de cette régularité nous permet en effet de construire d'autres liens, de partir en sachant que l'on pourra revenir et que l'on sera heureux de se revoir, de se donner des nouvelles.

Inscrire la démarche dans une perspective internationale

L'action de notre association s'inscrit, enfin, dans une perspective internationale qui se trouve au cœur du projet éducatif et social que nous défendons – à la fois ancré sur un territoire et ouvert à différentes formes de rencontres.

En 2019, deux membres de notre équipe ont eu l'opportunité de participer, dans cet esprit, à un séjour solidaire en Palestine. Depuis lors, malgré l'épidémie de Covid-19, nous avons maintenu des liens avec le centre d'éducation populaire autogéré de Laylac, situé dans le camp de réfugiés palestiniens de Dheisheh au sud de Bethléem⁸. Ensemble, nous réfléchissons ainsi à la possibilité de mettre en place une correspondance entre les enfants du centre et ceux que nous accompagnons, mais également à traduire en arabe les livres écrits par les enfants dans le cadre de nos ateliers d'écriture de rue.

8. Voir: [laylacdo.com]
et [fr-fr.facebook.com/Laylac.Center].

Plus récemment, en octobre 2021, nous avons participé, avec plusieurs associations et collectifs, à l'accueil en Europe d'une délégation zapatiste de l'État mexicain du Chiapas, dans le cadre d'un voyage international organisé dans le sillage de l'adoption d'une « Déclaration pour la vie » promouvant l'organisation de rencontres et de dialogues sur chaque continent⁹. Enfin, nous développons également des liens avec des pédagogues sociaux de Hambourg (en Allemagne) sur la question des terrains d'aventures et avec des pédagogues polonais dans le cadre d'un voyage organisé par l'Institut Helena Radlinska¹⁰, réseau national et international de chercheurs et de praticiens de la pédagogie sociale – dénommé en référence à Helena Radlinska, considérée comme l'une des fondatrices de cette approche en Pologne au début du xx^e siècle.

9. Voir : [reporterre.net] et [enlacezapatista.ezln.org].

10. [instituthelena-radlinska.fr].

Les trois précarités de la pédagogie sociale

Les différentes activités que nous développons au sein de Tous les Maquis nous amènent plus largement à composer avec différentes formes de précarité, tant du point de vue des personnes avec lesquelles nous travaillons qu'en termes organisationnels et de posture professionnelle. Une première forme de précarité tient en effet aux personnes et aux groupes avec lesquels nous développons des liens. Bien qu'elle s'adresse à toutes et à tous, la pédagogie sociale s'exerce le plus souvent auprès de personnes et de groupes confrontés à une fragilité sociale, économique et politique. Il y a ensuite la précarité même des collectifs et des associations qui se revendiquent de la pédagogie sociale. En effet, cette orientation nécessite de travailler dans des conditions humaines, matérielles et financières relativement instables. Enfin, une troisième forme de précarité est celle du manque de repères théoriques de la pédagogie sociale. Comme celle-ci est peu connue en France et qu'elle est avant tout affaire de praticiens, elle ne fait l'objet que de très peu de recherches et n'est quasiment pas enseignée ou transmise, que ce soit à l'université ou en formation professionnelle, notamment dans les champs de l'éducation populaire ou du travail social. Elle souffre, ce faisant, d'un manque de reconnaissance académique.

Néanmoins, telle que nous la défendons, la pédagogie sociale n'est peut-être pas riche de biens, mais elle est riche de liens. Cette approche facilite l'émergence d'une diversité de liens de confiance, authentiques et réciproques. Elle contient en elle l'idée que pour créer les conditions de la rencontre, il est nécessaire de faire l'épreuve de l'égalité, de se reconnaître égaux et, ce faisant, de s'extraire autant que possible des rapports de domination et d'oppression, seule manière de construire de la culture, du savoir et de s'émanciper ensemble.

Fréquenter le dehors et se défaire des normes pour s'émanciper : aux fondements de la pédagogie sociale

Entretien avec GUILLAUME SABIN
maître de conférences, département Carrières
sociales, université de Rennes, laboratoire Arènes

Réalisé par CÉLINE MARTIN, GPAS de Bretagne

Investi dans diverses expériences d'éducation populaire en tant qu'animateur puis coordinateur, Guillaume Sabin est enseignant-chercheur, ethnologue, membre du laboratoire Arènes. Il est l'auteur de *L'archipel des égaux, luttes en terre argentine*, paru en 2014 aux Presses universitaires de Rennes, et de *La joie du dehors. Essai de pédagogie sociale*, paru en 2019 aux éditions Libertalia. Issu d'une recherche-action menée avec le réseau des groupes de pédagogie et d'animation sociale bretons (GPAS) durant trois ans, cet ouvrage nous fait découvrir la pratique quotidienne des pédagogues de rue qui exercent au sein d'un dispositif d'accueil collectif de mineurs volontairement dépourvu de local d'accueil. Dans cet entretien, Guillaume Sabin revient sur la spécificité de cette pratique, le rapport aux normes instituées et les questions que cela pose pour les professionnels.

CÉLINE MARTIN: Qu'est ce qui fait que le « dehors » en pédagogie sociale – c'est-à-dire le fait d'intervenir hors d'un local fixe d'accueil du public, dans la rue, l'espace public, les halls d'immeuble et plus généralement tous les lieux qui ne sont pas dédiés spécifiquement à l'enfance ou à l'adolescence (lieux de travail, etc.) – demeure une approche singulière dans un contexte où les formes d'intervention dans l'espace public se multiplient ?

GUILAUME SABIN: Dans le cas du réseau des GPAS [voir encadré], je dirais que le « dehors » n'est pas utilisé comme un moyen. Je ne sais pas si c'est une fin, mais c'est ce qui permet de jouer avec les marges et les centres, de comprendre la variété de la société française, ses stratifications sociales et culturelles. Une spécificité majeure, dont les pédagogues ont pu témoigner lors des séminaires de travail organisés dans le cadre de notre recherche-action, est la puissance de l'expérience vécue que procure le fait

d'être sur le terrain. Celle-ci implique forcément la compréhension d'un lieu, d'un espace de vie, d'un territoire, des gens qui y circulent et qui y vivent. Cela intègre une dimension ethnographique d'observation de ce qui se passe et de prise de notes dans son carnet qui peut faire l'objet d'ateliers de découverte avec des enfants et des adolescents.

Être dehors implique également un partage du temps de travail très différent. Le fait de ne pas avoir de local d'accueil est un aspect qui libère énormément, au regard des contraintes liées à la gestion d'un lieu avec ses règles propres que l'on doit contribuer à rendre visible et attractif, et pour le fonctionnement duquel on doit trouver des financements. C'est finalement une charge supplémentaire pour les travailleurs sociaux à qui l'on demande de mettre en œuvre des démarches d'« aller vers ». Les pédagogues des GPAS sont davantage libérés de ces tâches.

Les groupes de pédagogie et d'animation sociale (GPAS) de Bretagne

Le réseau des GPAS en Bretagne a été créé en 1992 en vue de fédérer des associations se reconnaissant dans la pratique de la pédagogie sociale. Il est aujourd'hui constitué de trois associations situées respectivement à Brest (quartiers de Kérourien, Queliverzan, Recouvrance), à Rennes (quartier de Maurepas) et sur le territoire de la communauté de communes du Val d'Ille-Aubigné (en Ille-et-Vilaine). Le réseau remplit trois fonctions principales : il appuie, conseille et accompagne les membres du réseau en mettant à leur disposition des ressources utiles à la pratique de la pédagogie sociale ; il organise et délivre la formation de ses membres, tout en informant et en valorisant leurs pratiques ; il développe une activité de recherche en vue de favoriser la réflexion et l'innovation.

Dans un contexte d'incitations publiques à « aller vers », avez-vous observé une forme de réinvestissement de certains espaces publics par les institutions ?

G. S. : Lorsque je faisais du terrain avec les pédagogues, hormis les éducateurs de rue, je n'ai pas croisé beaucoup de professionnels qui occupaient l'espace public. Le mandat de la plupart de ces professionnels consiste, de surcroît, à ramener à une norme, même si celle-ci est nécessaire lorsqu'il s'agit, pour les publics concernés, de pouvoir continuer à exister et de savoir où se situer. C'est une dimension que l'on ne retrouve pas avec les pédagogues de rue : ils n'ont pas vocation à faire comprendre la norme (la loi, les règles, les règlements, etc.), mais à faire découvrir les normes sociales qui structurent les différents espaces sociaux, et qui varient de l'un à l'autre.

Si l'espace public est davantage investi, c'est une bonne chose, même si subsiste le risque d'un déplacement du monde institutionnel vers le dehors. Cela reste, pour moi, la limite de l'aller-vers qui aurait pour finalité de « ramener vers » quelque chose. Bien qu'il soit de plus en plus surveillé, l'espace public offre tout de même un espace de liberté aux gens : il est moins réglementé que les institutions en milieux fermés et les usages en sont variés. La « joie du dehors » – en référence à l'ouvrage que j'ai publié en 2019 – renvoie à la joie de rencontrer et d'explorer sans être limitée par des horaires et des normes, qui disent par avance ce qui est fréquentable et ce qui ne l'est pas.

Un des enjeux éducatifs du réseau des GPAS est la découverte de l'autre. Qu'est-ce que cela suppose de la part des équipes de pédagogues ?

G. S. : L'enjeu consiste à adopter une posture qui cherche à s'abstraire de toute forme de jugement. C'est ce qui permet la découverte d'une grande diversité d'espaces sociaux et géographiques : un jour visiter un théâtre et rencontrer les professionnels qui y travaillent, le lendemain récupérer des légumes à la fin d'un marché avec des étudiants plus ou moins fauchés, y rencontrer des SDF qui glanent aussi. Si, par exemple, des animateurs de centres de loisirs emmènent des enfants découvrir des zones de squat, cela sera fréquemment considéré comme une prise de risque démesurée, voire comme une pratique non politiquement correcte. Dans une approche de pédagogie sociale, ce ne sera pas le cas. Dans les réunions des GPAS, la question de la législation sera bien sûr posée, mais il n'y aura pas de filtre idéologique ou normatif préalable vis-à-vis du lieu envisagé ou des personnes susceptibles d'y être rencontrées. Les pédagogues restent vigilants à ne pas hiérarchiser les rencontres ; il sera tout aussi possible d'envisager la découverte d'un squat que de pousser les portes du musée d'art contemporain de la ville. Il en va de même pour les enfants et familles rencontrés. C'est ce qui permet de créer une forme de proximité avec les personnes. Si nous arrivons avec des jugements, il ne se passera rien en termes de relation de confiance.

Cette distance avec la norme et le fait de s'intégrer sans jugement facilitent les liens de proximité, cet « air de famille », comme je le nomme dans

mon travail. Que ce soit lors d'une balade à vélo avec trois enfants et un pédagogue le week-end à Maurepas¹ ou lorsque nous sommes accueillis pour partager un thé ou un repas, cet air de famille est indéniable et assez spécifique. De même, un pique-nique partagé – qui présente notamment l'intérêt de sortir du quartier – ne peut exister que dans une grande relation de confiance et d'intimité. Certains diront que c'est très intrusif, dans la mesure où cela nécessite de partager les ingrédients disponibles dans le placard des familles pour préparer collectivement un repas sans se ruiner. Selon moi, cela traduit plutôt l'existence d'un véritable lien de confiance, qui est une condition permettant, justement, d'aller voir ailleurs, de s'aventurer vers ce qu'on ne connaît pas.

Vous parlez de « bousculer les normes » ou de « travailler sur les marges ». Comment cela se traduit-il ?

G. S. : De manière générale, dans le travail social ou l'éducation populaire, il existe toujours un horizon clairement défini et assumé, qui peut renvoyer à différents objectifs – développer la vie en collectivité, renforcer la mixité sociale ou l'accès à la culture légitime, etc. Dans l'ouvrage, *La joie du dehors*, je développe l'idée que l'éducation impose *de facto* une norme. Une norme, c'est un point A, le point de départ, et un point B, celui d'arrivée : on sait quel est le point B et on sait quel itinéraire emprunter pour le rejoindre. En pédagogie sociale, nous mettons l'accent sur le point A, ce qui nous amène à porter une atten-

Balade mystère au GPAS

Partir « à l'inconnu » avec un groupe de trois enfants et trouver un accord collectif sur la destination ; découvrir le chemin à parcourir en bus, à vélo ou à pied à l'aide d'un plan et se confronter ensemble aux aléas du réel.

Seuls le jour, l'heure de départ et de retour seront communiqués avant de recueillir l'accord des parents et de procéder à l'inscription (obligatoire pour toute activité dans le cadre d'un accueil collectif de mineurs). La relation de confiance sera donc d'autant plus déterminante dans ce cas de figure.

Les équipes ont constaté que ce principe permettait de renouveler les activités, de susciter la curiosité et la participation des enfants en modifiant la posture plus classique du pédagogue « sachant ». Celui-ci n'est plus celui qui indique le chemin à emprunter mais celui qui accompagne le mouvement et les questionnements du groupe. Cette activité peut aussi se décliner en « séjour mystère » de deux à trois jours.

tion spécifique au territoire vécu et aux conditions de vie des familles. Le point B n'est que secondaire et nous ne connaissons pas d'avance le chemin que nous allons emprunter pour le rejoindre – à l'image des balades mystères que nous organisons [voir encadré]. Il est compliqué d'imaginer faire de l'éducation sans avoir un projet défini par une ligne d'arrivée fixée une bonne fois pour toutes. En tant que

1. Maurepas est un quartier situé au nord de la ville de Rennes.

structure proposant des accueils collectifs de mineurs, le GPAS est directement confronté à cet enjeu au moment de rédiger le projet pédagogique, ce qui suppose d'écrire à l'avance ce qu'il va se passer.

Un autre aspect qui bouscule ce rapport à la norme tient au fait que, dans la rue, les pédagogues peuvent être vite pris de court face aux règles qui ne sont pas les leurs – ils ne décident pas des règles dans la rue comme une institution le fait entre ses murs. Le pédagogue n'a donc aucun point d'appui pour dicter les choses. Il doit seulement prendre la mesure de ce qui s'y joue et s'adapter tout en faisant en sorte que cela se passe au mieux. Mais, quoi qu'il en soit, il n'aura pas le dernier mot. Cela fait encore une différence importante avec certaines institutions (de jeunesse, du travail social...) qui veulent avoir ce dernier mot et reproduisent des formes d'exclusion comparables à celles de l'institution scolaire lorsque surgissent des difficultés avec des jeunes. Tout ce qui se joue dehors peut être remis en question, et bien plus facilement que dans un espace clos qui fera prévaloir ses règles. La pratique du dehors impose une souplesse d'esprit, la nécessité de comprendre pourquoi ça fonctionne comme ça, plutôt que de poser un jugement moral sur ce qui se produit. Il y a un point fondamental que je souhaite éclaircir : on pourrait facilement accuser la pédagogie sociale d'un relativisme dangereux – à l'heure où l'on pointe du doigt le séparatisme républicain par exemple – qui viendrait

dire que tout se vaut. Or il s'agit d'un relativisme extrêmement exigeant, d'une relation éducative qui cherche à éviter l'ethnocentrisme culturel, à faire découvrir des pratiques invisibilisées et en même temps à faire en sorte que les enfants soient capables de fréquenter cette diversité qu'offre notre société. Il s'agit de proposer une situation pédagogique où les enfants, par comparaisons répétées, découvrent la nature conventionnelle des normes. Comprendre qu'on ne se comporte pas de la même manière avec ses amis dans le quartier que dans un magasin de disques ou une exposition d'art contemporain, c'est dénaturer le social et acquérir une souplesse qui permet d'en fréquenter les centres et les marges. Ces centres et ces marges ne sont pas seulement géographiques (le centre-ville, ses périphéries), ce sont aussi les centres et les marges symboliques : ce qui est légitime et ce qui ne l'est pas, ce qui est valorisé et ce qui ne l'est pas, ce qui est fréquentable et ce qui l'est moins, etc. En pédagogie sociale, les destinations sont aussi variées que la société française aujourd'hui. Il y a plus : la composition des petits groupes d'enfants (3 ou 4) ne se fait pas par affinité, les pédagogues ont à cœur de faire se rencontrer des enfants qui ne se fréquentent pas beaucoup. À travers cette relation, il s'agit de faciliter la découverte de l'autre et de son entourage – par exemple lorsque l'on va chercher et raccompagner l'enfant chez lui – à travers laquelle s'acquiert la tolérance envers autrui.

Les pédagogues sont pourtant majoritairement issus de formations diplômantes du secteur social et socioculturel, est-ce si contradictoire avec la pratique de la pédagogie sociale ?

G. S. : C'est bien toute l'ambiguïté des formations des pédagogues et, par moments, des déformations professionnelles. Je me souviens de remarques d'étudiants que j'avais en fin de cursus de 2^e année de DUT Carrière sociales sur des cours de pédagogies alternatives. Ils m'interpellaient sur le fait que la découverte du parcours de certains pédagogues va à l'encontre de ce qui leur avait été inculqué jusqu'à présent. Cela a un lien avec un formatage des travailleurs sociaux et des animateurs socioculturels dont il faut pouvoir se départir quand on fait de la pédagogie sociale.

Le travail réalisé pendant la recherche-action avait aussi permis de travailler sur le fait d'embaucher des gens ayant un autre profil que celui d'animateur. Si l'on cherche à multiplier les espaces dans lesquels s'investir, il faut aussi s'attacher à diversifier les parcours des pédagogues de rue. L'intérêt d'un réseau comme celui des GPAS est, de ce point de vue, d'offrir sans cesse des espaces de formation – réunions hebdomadaires d'équipe, séminaires, rencontres entre pédagogues, croisement des équipes, etc. – où il est possible de réfléchir à sa propre pratique avec d'autres.

Avez-vous observé des limites à la démarche de pédagogie sociale ? Vous parlez notamment du travail de pédagogue de rue comme d'un exercice à « haut taux d'usure ».

G. S. : Je me suis arrêté dans mon livre à cette idée qu'être pédagogue de rue

est une expérience pour quelques années, mais pas *ad vitam aeternam*, parce que c'est épuisant. À ce sujet, la question de la proximité relationnelle avec les jeunes et leur famille est par exemple une source de questionnement très fréquente. Sur ce point, il faut aussi regarder de quels espaces de réflexion les équipes disposent. Malgré la précarité des contrats de travail et la nécessité de recourir à des stages ou à des missions de service civique, ces espaces – que nous venons d'évoquer – existent.

Est-ce pour autant un fusible suffisant pour se protéger face à des parcours de vie particulièrement difficiles, auxquels les pédagogues se trouvent parfois confrontés ? Je ne peux pas le dire. Travailler dans un quartier populaire, c'est être confronté à des réalités parfois très dures. Le moral et la capacité de pouvoir faire son travail peuvent en être affectés. À un moment, certains diront qu'ils ne pourront plus et arrêteront parce que cela devient compliqué à gérer émotionnellement. J'ai l'impression que c'est le prix à payer.

Dans l'approche du pédagogue Paulo Freire, on retrouve cette question de la proximité relationnelle. Il arrive à travailler en équipe pluridisciplinaire, en ménageant des espaces d'analyse sur le travail effectué. Mais, la différence entre Paulo Freire et la pédagogie sociale, c'est qu'il intervenait sur des territoires pour une durée d'un an maximum. La proximité se dessine sur un temps court et avec un objectif d'alphabétisation qui pose un terme. Les expériences de pédagogie sociale qui existent en France aujourd'hui sont quant à elles toutes implantées dans des territoires sur lesquels elles

restent. Les structures de pédagogie sociale restent, mais les pédagogues changent.

Concernant les principes fondateurs de la pédagogie sociale, les aviez-vous abordés avec les équipes lors de ces séminaires de recherche-action ?

G. S. : Je me suis interrogé sur le fait de représenter théoriquement ce que les gens faisaient en pratique, depuis des années, en rappelant les pratiques et les analyses de Paulo Freire, Janusz Korczak et Célestin Freinet: tenir compte du contexte social dans lequel la relation éducative se tisse, construire le programme éducatif avec les premiers et premières concernés, tisser des liens de proximité entre éducateurs et éduqué-e-s, penser l'éducation comme un processus d'émancipation et non un dressage ou un exercice de propagande... À refaire, je ne le ferais plus comme ça, car cela ne pousse pas vraiment à la problématisation. Il y a des fondements théoriques qui inspirent les pratiques de pédagogie sociale. J'invite chacun à s'y intéresser bien sûr. Le travail du « dehors », aujourd'hui, va produire des choses qui sont assez proches de ce que ces pédagogues ont pu expérimenter. Je pense surtout à Paulo Freire qui pratiquait, lui aussi, quelque chose qui était de l'ordre de l'extérieur. Sa pédagogie pour alphabétiser n'avait pas besoin de lieux pour se déployer, en tout cas, de lieux physiques qui seraient des lieux pour apprendre. Mais il y avait tout ce travail, pour lui et ses équipes, de savoir à quel endroit ils intervenaient pour ensuite penser son travail d'al-

phabétisation. De même, lorsque nous avons projeté le film, *L'École buissonnière*², lors d'une séance de travail, les pédagogues ont très vite fait le lien entre la pédagogie de Célestin Freinet et leur pratique quotidienne. Cela, à 70 ans de distance !

Donc, bien sûr, ces références sont importantes. Elles le sont peut-être plus en termes d'horizon social que cela porte. Je parle d'égalité entre des éducateurs et des éduqué-e-s, de reconnaissance mutuelle, de non-mépris, de reconnaissance d'une culture populaire, autant chez Paulo Freire que chez Célestin Freinet. Cela dessine des horizons dans une société où s'adresser aux classes populaires n'est plus chose aussi évidente qu'à la sortie de la Seconde Guerre mondiale en France et jusque dans les années 1970-1980, non seulement parce que les éducateurs et les éducatrices (les professeur-e-s des écoles par exemple) ne sont plus issu-e-s de ces classes populaires, mais aussi parce que les liens entre les milieux militants « éduqués » et ces classes populaires se sont clairement distendus (même si l'on perçoit un certain regain d'intérêt aujourd'hui). La pédagogie sociale s'adresse à des secteurs populaires, des personnes qui ont peu ou pas du tout d'opportunités, comparativement aux classes moyennes et classes moyennes supérieures. L'urgence est là.

Cela ne signifie pas que d'autres ne mériteraient pas de connaître la pédagogie sociale, mais il est impossible de se déployer partout. Il est tellement plus facile de travailler avec des personnes de classe moyenne dont les

2. *L'École buissonnière*, film réalisé par Jean-Paul Le Chanois, sorti en 1949.

*habitus*³ sont plus proches de celles des pédagogues. En tant que professionnel, il faut être bien au clair sur l'intérêt – et l'urgence – de travailler avec des personnes de classe populaire, sinon le risque de dispersion est grand. Par exemple, à Brest, le GPAS s'est implanté dans un quartier qui attirait davantage les classes moyennes, avant de décider de ne plus y intervenir pour se recentrer sur un autre quartier plus populaire. Nous savons bien que lorsque les classes moyennes arrivent, les classes populaires s'en vont. Au-delà des outils inventés par Korczak, Freire ou Freinet, il y a donc cette volonté de s'adresser aux plus démunis et de s'appuyer sur les atouts issus de cette culture populaire.

En quoi la pédagogie du « dehors », de la découverte et de l'expérimentation agissante sur les conditions d'existence ?

G. S. : Un point qui me semble solidement étayé dans la pratique et la pensée des pédagogues est que le travail qu'ils effectuent au quotidien accroît considérablement la tolérance et la possibilité, pour les enfants, de juger par eux-mêmes ce qu'ils voient, entendent, fréquentent. Les groupes que les pédagogues s'attachent à constituer ne sont pas ou très rarement – pour des raisons précises – des groupes d'affinité, dans

la mesure où l'objectif consiste davantage à mélanger des enfants qui ne se fréquentent pas ou qui ne s'entendent pas – notamment à l'école. Il s'agit de les amener à faire l'apprentissage de la différence et de la tolérance. Pour les pédagogues, comme pour les enfants et leur famille, la pédagogie sociale amène à prendre conscience d'une chose que les sociologues savent, c'est que l'individu ne se résume pas à une seule identité. Le fait de passer d'un espace social à l'autre, consciemment ou inconsciemment, autorise à être une autre personne, malgré des différences de statut et d'origine sociale, et malgré les étiquettes – le « jeune de quartier populaire », le « jeune de milieu rural », etc. La pédagogie sociale vise, à sa manière, à désessentialiser les normes et les usages.

Mais la pédagogie sociale actionne aussi des leviers sur les conditions de vie. Elle peut le faire indirectement sur l'accès aux droits en étant à l'écoute des familles, en pouvant les orienter, notamment lorsque la maîtrise de la langue française et des démarches administratives sont un obstacle. Et cela concerne également la santé ou l'alimentation, qui ont fait l'objet de multiples projets dans les équipes des GPAS et ailleurs.

3. L'*habitus* est une notion développée par le sociologue Pierre Bourdieu dans son ouvrage de 1980, *Le sens pratique*. Elle renvoie, telle que la décrit le sociologue Philippe Coulangeon, à « l'ensemble des dispositions, des schèmes de perception et d'action incorporés aux différents stades de la socialisation [d'un individu] et qui reflètent les caractéristiques sociales de son environnement » (Coulangeon P., 2010, *Sociologie des pratiques culturelles*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », p. 6).

Partie 2

L'aller-vers par le numérique, les lieux et le soutien à l'engagement

L'aller-vers numérique, un outil pour les associations communautaires travaillant auprès des travailleur·se·s du sexe

AGATHE QUIBLIER et VALENTINE PONCET-BERNARD
Association Les Pétrolettes

En mobilisant les données issues d'une recherche-action réalisée conjointement par les associations Les Pétrolettes et Paloma, Agathe Quiblier et Valentine Poncet-Bernard, elles-mêmes salariées des Pétrolettes, analysent les enjeux liés à la mise en œuvre d'une pratique d'aller vers numérique auprès des travailleur·se·s du sexe (TDS). Celle-ci s'inscrit dans une démarche de développement communautaire qui vise à améliorer leurs conditions de vie et à lutter contre les violences auxquelles elles et ils sont confronté·e·s.

Les notions d'« aller vers virtuel », d'*outreach*, ou encore de « maraude numérique » sont autant de manières de qualifier l'action d'aller à la rencontre des populations sur Internet. Dans le cadre d'une recherche-action financée par le Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP)¹, nos deux associations, Les Pétroleuses et Paloma, implantées respectivement à Rennes et à Nantes [voir encadré p. 46], ont cherché à mieux comprendre les enjeux liés à la mise en œuvre d'une démarche d'aller-vers numérique auprès des travailleur·se·s du sexe (TDS), en capitalisant à partir des pratiques mises en œuvre au quotidien.

Le développement de ce type d'intervention s'inscrit dans un contexte d'invisibilisation de l'exercice du travail du sexe, renforcé par l'adoption récente de lois abolitionnistes, mais également par le développement du numérique – qui engendre une multiplication des annonces en ligne. Ces évolutions tendent à accroître l'isolement des TDS et à les rendre plus vulnérables face aux violences des clients et des institutions. La crise sanitaire liée à la Covid-19 a de surcroît considérablement modifié les pratiques. La rue étant interdite durant les confinements, le travail du sexe *indoor* – c'est-à-dire lorsqu'il s'effectue au domicile du ou de la TDS, du client, ou chez un tiers – a pris le pas sur l'*outdoor* – lorsqu'il s'effectue dans la rue. Les associations communautaires comme les nôtres ont ainsi été amenées à trouver de nouveaux moyens de rentrer en contact avec les TDS stigmatisé·e·s, minorisé·e·s, invisibilisé·e·s. L'aller-vers numérique en fait partie.

Cet article se fonde sur la réalisation de deux entretiens avec deux « travailleuses paires » de nos associations respectives, c'est-à-dire des personnes intervenant auprès des TDS tout en étant ou en ayant été concernées directement par le travail du sexe. Les entretiens se sont ainsi déroulés avec Louve, intervenante au sein des Pétroleuses, ainsi qu'avec Agatha, intervenante au sein de Paloma. Ces entretiens ont été conduits à l'aide d'une grille de questions semi-directives, dont l'objectif était d'explorer la technicité de cette méthode, ses objectifs et ses finalités, tout en comprenant la façon dont elle pouvait être déclinée à l'échelle de nos deux associations. Le questionnement portait également, de manière plus large, sur la façon dont cette méthode pouvait faciliter l'accès aux droits, mais aussi le développement des liens sociaux ou encore la mobilisation de la communauté, ainsi que sur la façon dont cette mobilisation pouvait amorcer

1. Notre recherche-action s'intitule: « En quoi les pratiques communautaires favorisent-elles les conditions de vie des travailleur·se·s du sexe et leur prise en compte dans l'élaboration des politiques publiques? »

Deux associations communautaires intervenant auprès des travailleur·se·s du sexe

Les associations Les Pétrolettes et Paloma travaillent toutes deux auprès des travailleur·se·s du sexe. Pour autant, les réalités des deux associations diffèrent du fait de leur historicité propre.

L'association Paloma, fondée en avril 2017, est issue d'un programme créé par Médecins du monde en 2000. Elle accompagne principalement à l'accès aux droits et aux soins les travailleur·se·s de rue, en proposant aujourd'hui des actions à destination des travailleur·se·s indoor, dont l'activité se passe à l'intérieur (chez soi, chez le client, dans un lieu neutre).

L'association Les Pétrolettes fête en 2022 ses deux ans d'existence. Elle est basée à Rennes et dispose depuis cette année d'antennes à Brest et à Quimper. L'association travaille principalement auprès des TDS indoor, la réalité

de la ville de Rennes étant éloignée du travail de rue. L'objet de l'association est de contribuer au développement communautaire entre personnes sexisées – c'est-à-dire qui subissent des discriminations liées à leur genre – en alliance avec et pour les travailleur·se·s du sexe.

Paloma s'intéresse quant à elle la santé des personnes proposant des services sexuels tarifés, en se référant aux principes de la réduction des risques. Elle promeut également la démarche communautaire, reconnaissant ainsi les compétences et capacités des personnes directement concernées.

Les deux associations ont vocation à travailler avec le même public dans l'objectif final d'améliorer les conditions de vie des personnes concernées par leurs actions.

2. Nous souhaitons remercier Agatha et Louve d'avoir joué le jeu de la transmission de savoirs. Merci également à Nathalie Bernard, Céline Martin et Jordan Parisse pour la relecture soignée de ce travail.

des changements sociaux². Nous reviendrons dans cet article sur le cadre méthodologique de l'aller-vers numérique que nos deux associations mettent en œuvre.

Une méthodologie reposant sur le principe de la « pair-aidance »

L'une des premières similarités entre Paloma et Les Pétrolettes dans le développement de l'aller-vers numérique est liée, comme nous l'avons souligné, au profil des personnes qui effectuent ce travail. Les intervenantes avec qui nous nous sommes entretenues sont en effet des travailleuses paires. Cet élément est central pour que notre pratique fonctionne. La « pair-aidance » [voir encadré p. 48] permet, en effet, de favoriser la mise en confiance des personnes contactées – en instaurant une posture égalitaire vis-à-vis d'elles – mais aussi de comprendre plus facilement leur contexte de vie, en considérant notamment le poids du stigmate attaché à leur activité. Ce principe

d'intervention lève, à notre sens, un frein lié à l'image trop souvent biaisée du travail social, qui renvoie à une peur du jugement ou de la dénonciation.

Le fait d'être ou d'avoir été TDS n'est pas la seule condition de la pair-aidance. Ce type de pratique demande également, de la part des intervenant-e-s, une capacité à prendre du recul sur leur propre histoire, au sens où, comme le souligne l'une d'elles : « Mon histoire n'est pas forcément l'histoire de ma collègue. » La présence du ou

de la travailleur-se pair-e constitue un levier de développement du pouvoir d'agir des personnes accompagnées puisque son expérience permet de créer et d'animer des espaces entre pair-e-s : ces espaces sont vecteurs de discussions autour des réalités du travail du sexe, des conditions de travail, etc., sans jugement ni stigmatisation. Ce sont donc des espaces de socialisation et de politisation, ce qui permet de créer un sentiment d'appartenance à la communauté et de passer de l'intime au politique. Par ailleurs, cela demande également du ou de la travailleuse paire un travail sur ses propres conditions de vie et privilèges dans notre société.

Cela est nécessaire pour permettre une posture égalitaire dans les relations avec les TDS. Dans le cadre de leur salariat, les travailleuses paires sont rémunérées au même titre que leurs collègues salarié-e-s (nous entendons ici par « allié-e » le fait d'être sensibilisé et impliqué sans être soi-même concerné-e).

L'intégration dans une structure associative facilite, de surcroît, le développement des compétences et le partage d'expérience. La montée en compétence s'effectue beaucoup avec le reste de l'équipe bénévole et salariée dans une logique d'autoformation. Agatha a, par exemple, suivi une session d'analyse de pratiques qui lui a permis de prendre du recul sur son activité *indoor*. Le principe consiste, dans nos deux associations, à valoriser de manière équivalente les savoirs expérimentiels et académiques. Chaque individu sait des choses et nous réfléchissons en interne à des méthodes de transmission, par exemple sous la forme d'arpentage³, de rédaction de guides méthodologiques ou de ciné-débats.

« Créer et animer des espaces entre pair-e-s (...), des espaces de socialisation et de politisation qui permettent de créer un sentiment d'appartenance à la communauté et de passer de l'intime au politique. »

3. Outil d'éducation populaire permettant la découverte à plusieurs d'un ouvrage, en vue de son appropriation critique à l'articulation de la théorie et de la pratique. Voir : [la-trouvaile.org].

La « pair-aidance », un principe d'action reconnu

La « pair-aidance » est un principe d'action reconnu dans le champ du social. Elle est définie par le guide gouvernemental, Développer le travail pair dans le champ de la veille sociale, de l'hébergement et du logement, comme « un ensemble de pratiques qui procède de formes d'accompagnement ou encore d'entraide et de soutien, par lesquelles une personne s'appuie sur son savoir expérientiel vécu, c'est-à-dire le savoir qu'elle a retiré de sa propre expérience d'une situation vécue, habituellement considérée comme difficile et/ou stigmatisante ou négative, pour aider d'autres personnes vivant des parcours similaires, des situations comparables* ». De la même manière, ce guide définit le travail pair comme « une forme de pair-aidance dans laquelle l'intervention fondée sur le savoir expérientiel est rémunérée ».

* Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL), Fédération des acteurs de la solidarité (FAS), 2018, *Développer le travail pair dans le champ de la veille sociale, de l'hébergement et du logement*, p. 11, [en ligne].

Cet enjeu de développement des compétences s'inscrit plus largement dans une dynamique de professionnalisation liée au développement de l'aller-vers numérique : alors qu'auparavant les maraudes étaient réalisées tous les soirs à partir de 21 heures et ritualisées via l'apport de boissons chaudes et de matériel de réduction des risques, elles prennent aujourd'hui la forme d'une interaction par le biais d'un écran, et ce de manière solitaire. En ce sens, ce type de démarche entraîne un changement du contexte de travail par rapport à l'aller-vers physique.

Une modalité spécifique de prise de contact avec les TDS

Les actions de l'aller-vers numérique reposent également sur une méthodologie spécifique de prise de contact en ligne avec les TDS. Majoritairement, le premier contact s'effectue à travers un message ou un appel téléphonique dans la langue parlée par la personne – ce qui amène les intervenantes à utiliser fréquemment les outils numériques de traduction. Un travail spécifique de rédaction des messages est ainsi effectué en amont par chaque intervenante. Le message envoyé aux TDS par l'intervenante de l'association Paloma se présente ainsi de la manière suivante :

« Bonjour, je suis escorte et intervenante de terrain à l'association Paloma.

On est là à la disposition des travailleuses du sexe sur Internet.

Info, droit, santé, envoi de préservatif et gel (et d'autres si besoin).

Tout est gratuit, mon numéro de téléphone: *****.

Français, anglais, italien, espagnol, roumain. »

Le message envoyé par l'intervenante des Pétrolettes se présente, quant à lui, sous cette forme:

« Salut!

Je suis Louve, de l'association "Les Pétrolettes"

(<https://petrolettes.org/>).

On fait un goûter entre collègues escorts le vendredi *** à 14 heures à Rennes si tu te sens concernée... bienvenue!

Généralement on discute de nos quotidiens de travail, on partage les numéros d'agresseurs, il y a des capotes et du gel gratuit.

On organise aussi des permanences deux jours par semaine, si tu as un problème ou si tu as envie de parler!

À bientôt peut-être, réponds-moi si tu veux venir je te donnerai l'adresse, et sinon bonne continuation! »

La méthodologie mise en œuvre intègre, de surcroît, un suivi très régulier et minutieux des contacts avec les TDS. Chaque semaine, les deux intervenantes quantifient et qualifient l'ensemble des échanges et des demandes dans un tableur Excel. Cela permet de s'assurer d'envoyer les messages à toutes les personnes repérées sans les « harceler », mais aussi de stopper les contacts avec celles qui nous ont indiqué ne pas être intéressées.

L'une des caractéristiques principales de la pratique de l'aller-vers numérique est ainsi de devancer la demande initiale des TDS. En effet, l'intervenante est ici proactive dans la démarche de sollicitation à travers une première et unique accroche passant par l'écrit; il est donc primordial de préparer un message clair pour susciter l'envie de nous répondre. Dans la relation virtuelle, nous jouons un rôle de facilitation de l'accès aux droits et aux soins, qui passe par le partage de toutes les informations dont nous disposons en matière de prévention sanitaire ou encore de législation sur le travail du sexe en France.

« Cet enjeu de développement des compétences s'inscrit plus largement dans une dynamique de professionnalisation liée au développement de l'aller-vers numérique. »

En outre, nos associations n'ont pas de mandat pour accueillir les TDS dans nos murs ou ceux de nos partenaires. Notre objectif est de permettre aux personnes d'accéder aux ressources qui semblent nécessaires à leur « bonne santé », et notre organisation se veut souple afin de pouvoir nous adapter quotidiennement en fonction des demandes et des besoins des personnes. Par exemple, la présence à Rennes d'une importante communauté hispanophone sur les sites d'« escorting » amène Louve à devoir développer sa connaissance de l'espagnol.

Des cadres de relation attentifs à la spécificité des parcours

En écoutant Agatha (Paloma) et Louve (Pétroleuses) parler de la rencontre avec les TDS, nous avons pu identifier deux types d'approche quant à l'offre d'accompagnement proposé par chacune des deux associations. Dans l'entretien, Louve dit : « Quand un-e escort-e vient au goûter, je me dis : “Waouh génial, un-e nouvelle collègue!” » Aux Pétroleuses, les goûters sont des espaces de non-mixité choisie entre TDS, qui visent à rompre l'isolement potentiel des collègues, mais aussi à faire de la réduction des risques avec distribution de matériel, ou encore à développer du marrainage dans le cadre du projet « Jasmine » (programme de lutte contre les violences faites aux travailleur-se-s du sexe dans leur activité⁴). C'est donc la rencontre collective qui est directement recherchée. À Paloma, lors de l'entretien, Agatha a exprimé le souhait d'être avant tout perçue comme une personne-ressource pour répondre et orienter ses collègues sur des questions d'accès aux droits et aux soins.

4. Le projet Jasmine est un outil créé par Médecins du monde afin de lutter contre les violences faites aux TDS avec et pour eux. Voir : [projet-jasmine.org].

Les deux types de messages envoyés (voir plus haut) nous montrent, en effet, que la proposition des Pétroleuses et de Paloma n'est pas exactement la même. Nous pouvons noter, en particulier, qu'à Paloma, il y a davantage de demandes de la part de personnes migrantes lors de l'aller-vers numérique, ce qui implique de mentionner dans le message les différentes langues d'interaction possibles ; alors qu'aux Pétroleuses, les réponses et les envies de rencontre sont très nettement liées à des personnes françaises installées (on entend par « installées » le fait que les TDS sont présentes pour une durée assez longue sur le territoire rennais). De même, les entretiens individuels sont encore très peu développés au sein des Pétroleuses, alors qu'à Paloma cette action est centrale. À travers un message plus axé sur l'accès aux droits et aux soins, Paloma a pu aussi développer l'envoi de colis avec du matériel de réduction des risques par voie postale. Les Pétroleuses souhaitent développer davantage ces actions indivi-

Le rapport au territoire dans l'aller-vers numérique

L'aller-vers numérique se distingue des autres types de pratique de cette démarche dans son rapport au territoire. Elle n'implique pas en effet de cantonnement à un territoire identifié géographiquement de manière précise (un quartier, une rue, une ville, etc.) et nous [Les Petrolettes] n'avons pas de mandat pour sectoriser notre activité, ce qui nous amène parfois à nous déplacer au-delà de nos implantations. Cette démarche renvoie dès lors davantage à une entrée par le public que par le territoire.

duelles sans réduire la dimension collective, tout l'enjeu sera donc de trouver, à l'avenir, un subtil équilibre entre les deux. Aux Pétrolettes, la finalité réside en effet davantage dans la dimension collective, l'approche individuelle étant un moyen pour y parvenir, tandis que cette approche individuelle est centrale pour Paloma.

La spécificité du public des TDS réside dans son hétérogénéité et dans la pluralité des vécus. Plusieurs types de parcours ont ainsi été décrits pas nos intervenantes au cours de nos entretiens. L'une d'elles a par exemple rencontré une personne réalisant un *sex tour*, c'est-à-dire une personne présente en France pour quelques mois – avec un titre de séjour – afin de parcourir plusieurs villes selon un itinéraire précis, élaboré en amont. Cette modalité d'exercice du travail n'implique donc pas nécessairement de volonté de rejoindre une communauté comme celle des Pétrolettes, mais renvoie plutôt à un usage « social » des services proposés par les associations. À l'inverse, d'autres TDS, bien qu'étant inscrit·e·s dans un parcours de migration, résident sur le territoire français d'une manière plus stable et sont déjà en lien avec le système de santé ; il sera donc pertinent, dans ce cas, de proposer à la personne d'intégrer la communauté de la structure accueillante. Dans une autre situation encore, une personne francophone en difficulté pour accéder à ses droits et se trouvant en recherche de pair·e·s pourra mobiliser les dimensions communautaire et sociale du soutien proposé. Ces trois exemples ne sont pas exhaustifs et ne reflètent pas l'ensemble des réalités des parcours de vie existants et des besoins qui en émanent. Pour autant, à eux seuls, ils permettent de saisir la multiplicité des besoins potentiels. La pratique de l'aller-vers numérique implique dès lors de ne

pas réduire la personne contactée à sa seule activité de TDS : elle peut aussi être mère, être mariée, être une personne transgenre et avoir vécu un parcours migratoire.

La construction du lien dans la relation de soutien en ligne

La pratique de l'aller-vers numérique interroge aussi la nature du lien social que les intervenantes construisent avec les TDS, en particulier au regard des asymétries pouvant traverser cette relation au moment de la susciter.

5. [ses.webclass.fr].

Le lien social peut être défini, ici, de la manière suivante : il désigne « l'ensemble des relations qui unissent des individus faisant partie d'un même groupe social et/ou qui établissent des règles sociales entre individus ou groupes sociaux différents⁵ ». De cette façon, des relations sociales concrètes émergent lorsque le lien social est tissé entre des individus. Louve a la sensation de créer un lien avec les TDS soit en reconnaissant leurs annonces au fil de la mission, soit lorsqu'elle les rencontre. À l'inverse, Agatha ne considère pas créer de lien lors de l'aller-vers ; elle dissocie la « relation », d'une part, et le « lien social », d'autre part. Elle explique : « Forcément, [je n'ai] pas de contact social, j'ai une relation, et je suis quelqu'un [disponible] pour elle si besoin, je peux être sollicitée. Mais pas de contact social : on ne se connaît pas. » Ainsi, Louve semble investir la relation dans une perspective de lien social – avec une implication personnelle. Elle crée un prétexte pour se rencontrer via l'invitation au goûter. Agatha pose, quant à elle, une limite plus nette entre les TDS accompagnée-s et elle. Elle se considère plutôt comme une « personne-ressource », disponible selon les demandes des TDS. Elle attend donc qu'il y ait des besoins qui émergent grâce à l'action préventive mise en œuvre.

Ainsi, nous comprenons que ces pratiques d'aller vers impactent le type de relation entre les TDS accompagnée-s et les travailleur-se-s pair-e-s. Les pratiques associatives de Paloma et des Pétrolettes semblent revêtir des finalités différentes : cela se distingue, comme nous l'avons vu plus haut, par le message d'accroche et l'objectif qu'il contient en filigrane. Paloma voit l'accompagnement individuel des TDS comme central, à l'inverse des Pétrolettes pour qui il sert à mobiliser une communauté vivant des injustices similaires. Il en ressort donc une dimension plutôt collective. Cette distinction semble logique si nous reprenons les objets associatifs : Paloma est dans une logique de promotion de la santé, elle

La démarche d'aller vers et le lien avec les partenaires d'action

L'aller-vers numérique nécessite de construire un réseau avec différents partenaires d'action. Ce travail implique de les répertorier et de les rencontrer afin de pouvoir réorienter de manière pertinente les personnes. Certaines structures, de par de leur positionnement national sur le thème du travail du sexe, sont répertoriées d'office parce qu'elles assurent un accueil inconditionnel et non jugeant (diverses antennes d'associations de lutte contre le VIH, par exemple, ou d'autres associations communautaires). Il est par ailleurs possible de réorienter vers d'autres structures ne s'inscrivant pas dans le champ de l'action communautaire mais travaillant aussi sur la prostitution. De manière générale, les personnes se tournent plus facilement vers les structures qu'elles connaissent déjà et avec lesquelles le rapport de confiance se construit plus facilement. Les TDS vivent en effet avec le poids du stigmatisé et ne sont pas souvent à l'aise pour s'« outer » – c'est-à-dire le fait de se présenter comme TDS – lors des rendez-vous médicaux et ou sociaux, par peur d'être jugé-e-s – au sens du concept de « stress minoritaire* ». Il convient dès lors de travailler avec nos partenaires à déconstruire les stéréotypes, tout en rassurant la communauté concernée. Lorsque nous orientons une personne vers un partenaire, c'est en effet notre lien de confiance qui est mis en jeu. De ce point de vue, contribuer à « éduquer » les institutions participe d'une logique d'inversion consistant à ne pas faire reposer sur les usager-e-s l'adaptation au cadre institutionnel mais, à l'inverse, que l'institution s'adapte aux usager-e-s et à leur contexte et reconnaisse l'expertise d'usage comme légitime.

* Bloomquist K. (dir.), 2017, « Minority Stress & Sex Work: Understanding stress and internalized stigma », *Swop USA. Fact Sheet*, [\[en ligne\]](#).

travaille sur l'amélioration de l'accès aux soins et aux droits des personnes concernées, alors que Les Pétroleuses visent le développement communautaire comme moyen d'intervention sociale. Les pratiques communautaires sont des stratégies intégrées à un projet de développement social visant l'émancipation des populations sans obligation d'institutionnalisation. Nous entendons l'« obligation d'institutionnalisation » comme le fait de passer obligatoirement par des institutions (publiques ou privées) pour résoudre un problème social ou mobiliser le pouvoir d'agir d'un individu. Dans les pratiques sociales, il y a une capacité d'auto-organisation ne nécessitant pas l'intervention des pouvoirs publics, dans la mesure où les ressources internes au groupe peuvent parfois constituer en elles-mêmes la réponse à une problématique donnée. Le développement communautaire prévoit quant à lui les mêmes dispositions

mais avec des portes d'entrée plus larges que celle de la santé, et met l'accent sur les questions de développement local par la création d'alliances pour faire évoluer les pratiques et les politiques publiques mises en œuvre.

Finalement, il reste intéressant de creuser les leviers qui permettent de développer le pouvoir d'agir des personnes concernées par le TDS et de réfléchir à la manière de passer de l'intime au politique. Si, lors d'un entretien individuel, une collègue nous fait part d'une agression avec un client, il est bien sûr essentiel de l'accompagner individuellement, mais aussi de lui permettre d'avoir des espaces pour mieux comprendre et analyser le fait que sa situation n'est pas isolée et que d'autres collègues ont vécu la même chose. Cela permet de puiser de la force dans le collectif et de trouver des ressources communautaires pour agir.

Politiser sa posture est-il alors un gage de confiance ? Notre intervention n'est pas neutre : à Paloma comme aux Pétrolettes, nous avons à cœur d'être avec et pour les TDS, c'est-à-dire de faire alliance pour améliorer leurs conditions de vie. Nous exprimons clairement nos valeurs lors de discussions avec les personnes, ce qui permet d'explicitier notre approche. Cette façon de faire crée des connivences avec les personnes et renforce la confiance mutuelle. Nous participons en ce sens à des plaidoyers qui assoient nos positions éthiques et politiques, comme celle de l'abrogation de la loi du 13 avril 2016⁶.

6. Loi n° 2016-444 du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées.

“

EXPÉRIENCE

Le tiers-lieu Le Parallèle: un espace modulable pour aller au-devant des jeunes

MONA EUGÈNE-MAESTRACCI
Association La Fédé

En restituant l'origine, le fonctionnement et l'expérience du tiers-lieu Le Parallèle à Redon (Ille-et-Vilaine, Bretagne), Mona Eugène-Maestracci, coordinatrice du secteur jeunes adultes de l'association La Fédé, rappelle l'importance des modalités d'accueil et d'accompagnement comme ciment d'un projet associatif ancré dans un lieu. Elle évoque notamment la dynamique d'émergence du lieu comme projet communautaire entre jeunes mais également les principes d'ouverture et de gouvernance qui président à son animation.

”



ouvert depuis octobre 2020 et porté par l'association d'éducation populaire La Fédé, le tiers-lieu « Le Parallèle » est un espace culturel administré par des jeunes âgés de 16 à 30 ans. Proposant un hôtel à projets, des parcours d'accompagnement, un accueil social et un volet recherche et développement, il est installé dans un ancien bar PMU fermé depuis trois ans, au cœur de la ville de Redon, dans une rue passante, sur deux étages, avec pignon sur rue. L'accessibilité du lieu a très vite été une question centrale, que ce soit pour mobiliser les jeunes, pour s'ancrer territorialement et, plus largement, pour lutter contre une image encore dévalorisée

ou négative de la jeunesse. Dans ce tiers-lieu, l'art, la culture et l'éducation populaire sont utilisés comme moyens d'émancipation par et pour les jeunes adultes.

« Dans ce tiers-lieu, l'art, la culture et l'éducation populaire sont utilisés comme moyens d'émancipation par et pour les jeunes adultes. »

Cet enjeu était d'autant plus important que nous avons ouvert nos portes en pleine crise sanitaire. Alors que la devanture indiquait toujours un PMU, avec ses grandes baies vitrées légèrement teintées, Le Parallèle attirait le regard des curieux-ses. Dès le départ, nous avons cherché à faire en sorte que le lieu

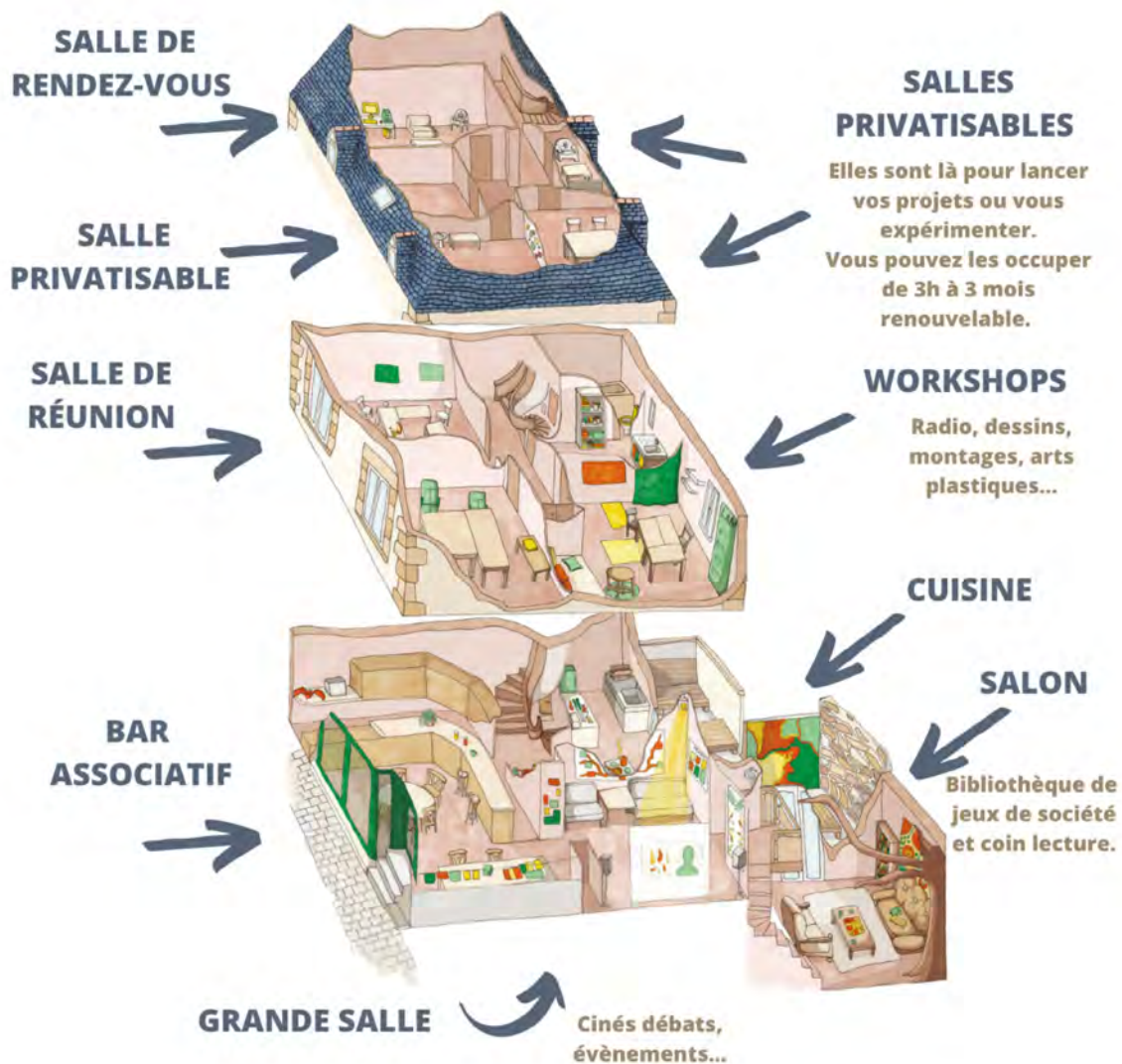
soit ouvert sur l'extérieur, afin que résonne ce qui s'y passait à l'intérieur, via des micros-trottoirs, des vidéos de présentation, des mobilisations, des visites apprenantes, etc.

Un lieu sans condition d'accès préalable

L'accès au Parallèle est facilité tout d'abord par le fait qu'il n'y a aucune condition pour y être accueilli, s'y engager ou y contribuer, hormis le fait d'avoir entre 16 et 30 ans. Aucune question préalable n'est posée. Il n'y a ni de fiche d'inscription à remplir, ni de carte d'identité demandée, ni de lieu de résidence, ni autorisation parentale, etc. Lorsque quelqu'un pousse la porte, il n'y a pas d'autre étiquette que celle de la jeunesse, afin de ne pas entraver l'entrée dans le lieu et de faciliter les relations.

Ce fonctionnement est essentiel pour les jeunes en transition de genre, par exemple. Nous en accueillons beaucoup au Parallèle. Ne pas demander de carte d'identité leur permet de ne pas être mal à l'aise, notamment pour celles et ceux qui n'ont pas encore effectué leur transition sur le plan institutionnel (modification de l'état civil, entre autres).

LES DIFFÉRENTS ESPACES AU SEIN DU TIERS-LIEU LE PARALLÈLE



Ce principe est également appliqué à l'accessibilité financière. En effet, l'accès au lieu est gratuit. Néanmoins, dans un souci de transparence et dans une volonté d'autonomie, la situation financière du projet est affichée à l'intérieur. Un système de prix « libres » ou « justes¹ » est également appliqué régulièrement à l'occasion de certains temps forts ou événements. Ainsi, les jeunes participent s'ils ou elles le souhaitent et/ou le peuvent.

1. Il s'agit d'un système qui consiste à laisser au bénéficiaire ou à l'acheteur - selon les cas - d'un bien ou d'un service le choix de fixer lui-même le prix selon des critères qui lui appartiennent.

Une diversité de temporalités facilitant l'implication dans les activités

L'accessibilité du lieu passe également par l'instauration d'une diversité de temporalités. Au sein du Parallèle, nous n'avons pas d'horaires ni de jours d'ouverture figés, notamment afin de nous adapter aux emplois du temps des jeunes. Dans cette logique, notre démarche consiste à construire un équilibre entre des temps récurrents et des temps modulables. Nous instaurons en conséquence plusieurs temps ritualisés chaque semaine afin de faciliter la mobilisation et l'accueil de nouvelles personnes : des temps conviviaux et des temps forts hebdomadaires. Ce sont des temps où les personnes extérieures sont certaines de pouvoir être accueillies et d'obtenir des réponses à leurs questions. Ces moments ritualisés fournissent également aux jeunes un prétexte pour venir et faire des rencontres à travers des jeux, des repas, etc. Le reste de la semaine, le lieu est quasiment toujours ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19 heures, en plus d'être très régulièrement ouvert tard le soir, la nuit ou le dimanche.

Pour favoriser la mobilisation des jeunes au sein du Parallèle et assurer une certaine mixité entre eux, nous nous attachons en outre à multiplier les manières d'y accéder : *via* les partenaires associatifs et institutionnels, en comptant sur la mise en réseau ; *via* une présence dans l'espace public ; *via* une communication sur les réseaux sociaux en ligne ; *via* le bouche-à-oreille ou encore *via* nos événements et notre programmation. Nous mobilisons, de surcroît, différents outils de communication pour faciliter le travail avec tous les contributeurs ou bénéficiaires du lieu : un fil d'échange sur l'application Discord, un fil sur l'application WhatsApp, mais aussi des affiches indiquant les temps forts et les informations importantes se déroulant au sein du lieu.

La diversité des temporalités et des activités proposées participe également de cette démarche d'ouverture. Les jeunes peuvent venir pour un événement, pour un parcours d'accompagnement spécifique – comme celui du « Labo » [voir encadré], un parcours créatif de trois mois réunissant une quinzaine de jeunes –, pour un temps de jeux de société, pour une scène ouverte, un atelier, une projection, pour une formation, pour avoir une information, trouver un service civique, etc. Au départ, les jeunes ne connaissent qu'une partie du Parallèle et c'est progressivement qu'ils découvrent les autres possibilités offertes par le lieu.

Le Labo

Le Labo est un parcours créatif de trois mois conçu pour un groupe d'une vingtaine de jeunes adultes. Il prend la forme d'un parcours culturel collectif aux dimensions coopératives et expérimentales. Accompagné-e-s par un-e animateur-trice et des artistes ou artisans professionnel-le-s, les participant-e-s inventent et mettent en œuvre leur projet à partir d'une grande thématique (exemple : film documentaire, oralité et slam, création d'escape game, etc.). La participation est gratuite mais nous demandons un engagement sur la durée du projet et il est nécessaire pour les participant-e-s d'avoir du temps disponible (6 à 10 heures hebdomadaires au minimum). Néanmoins, le cadre d'engagement se veut flexible et encourage plusieurs formes d'implication.

Le projet se déroule en quatre étapes clés, la première est la mobilisation, le recrutement et la levée de freins. Ensuite, au lancement du projet, l'enjeu est de faire groupe, de construire le collectif. L'équipe accompagnante impulse une dynamique de groupe en mettant en place différents temps de rencontres formelles et informelles (des sorties collectives sur le territoire, des ateliers d'interculturalité, des jeux de connaissance, etc.) dans un cadre convivial et sécurisant.

La troisième étape consiste à pratiquer différentes disciplines artistiques ou culturelles en lien avec la thématique du Labo (exemple : ateliers d'écriture, d'audiovisuel, d'architecture). Elle comprend l'intervention d'artistes pédagogues en phase avec les valeurs et les principes du projet.

La dernière étape illustre le principe d'autodétermination des participants puisqu'elle consiste à proposer collectivement un projet en vue de valoriser leurs actions collectives. Ces actions ne peuvent pas être décidées en amont, car elles relèvent du choix des participants.

Pendant et après le Labo, nous travaillons sur l'établissement d'un référentiel des compétences acquises au cours du processus, que ce soient des compétences psychosociales ou techniques relatives aux pratiques artistiques et artisanales, ou encore des compétences relatives au travail collectif, de coordination de projet, etc. Nous envisageons de concevoir un accompagnement à la reconnaissance des compétences développées auprès des participants volontaires. Ce référentiel et son animation permettent, d'une part, de faciliter la prise de conscience des participants sur leurs compétences acquises lors du Labo et, d'autre part, de valoriser leur expérience dans le cadre de leur insertion professionnelle.

Le Labo est une réelle porte d'entrée pour Le Parallèle. En effet, la majorité des jeunes qui y ont participé sont aujourd'hui des personnes fortement investies au sein du lieu.

Une modularité des aménagements pour favoriser la prise d'initiative

Le Parallèle se distingue également par son caractère modulable et par sa capacité à s'adapter facilement à la façon dont les jeunes souhaitent l'investir. À l'ouverture du lieu, notre question était simple: « Nous avons 150 m², qu'est-ce qu'on fait? » Il n'y avait pas d'injonction de départ sur le devenir de ce lieu, il n'y avait pas de projet préétabli. Nous avons réfléchi aux usages que nous souhaitions, à l'aménagement modulable adéquat pour répondre aux souhaits de chaque contributeur·trice, tout en gardant en tête que cela pourrait changer avec le temps et les personnes qui arriveraient. À titre d'exemple, notre pièce au rez-de-chaussée a pu se transformer afin d'accueillir des concerts, des scènes ouvertes, des projections-débats, des ateliers de danse, des groupes de parole, des ateliers de création manuelle, des repas collectifs, des spectacles de théâtre, des expositions, et même un Cluedo géant, etc.

Après deux années d'existence les aménagements ont continuellement évolué dans leurs usages comme dans leur organisation. De nombreux temps de travail ont été élaborés avec les jeunes pour penser les usages, la signalétique, l'aménagement, la décoration, etc., ce qui a permis une réelle appropriation des espaces par les contributeur·trice·s.

« Les jeunes peuvent disposer des clés et prendre la responsabilité du lieu en l'absence de professionnelle·s, et notre logique consiste à les accompagner, à le faire de manière autonome. »

Au-delà de l'aménagement initial, il y a une réelle volonté, au sein du Parallèle, que chacun·e puisse s'approprier de manière autonome des espaces. Il est donc possible de modifier des choses dans le lieu sans demander l'autorisation avant chaque action. La signalétique, l'aménagement, les panneaux d'affichage, entre autres, sont modifiés très régulièrement par les jeunes, toujours dans l'optique d'une amélioration continue. Par exemple, un jeune qui avait remarqué des défauts quant à la visibilité des tâches quotidiennes à faire a pris l'initiative de construire un outil intégrant les différentes tâches (serpillère, vaisselle, courses, etc.) avec, pour chacune d'elles, la possibilité d'indiquer « fait » ou « à faire ». Ainsi, lorsque certain·e·s sont présent·e·s et n'ont rien à faire de particulier, il leur est très facile

de savoir comment contribuer à la vie du lieu. Il en est de même pour une jeune qui avait des problèmes avec son employeur et qui a souhaité mettre en place un affichage sur les droits des travailleurs. Des exemples comme ceux-là sont quotidiens. Ce n'est jamais l'équipe salariée qui prend l'initiative, mais elle va faciliter et accompagner afin que la modularité du lieu rentre progressivement dans la culture collective.

La gestion collective du lieu comme levier de mobilisation des jeunes

L'accessibilité du lieu se traduit également par son mode de gestion collectif, qui se décline de plusieurs manières. L'activité d'accueil est, tout d'abord, partagée avec les jeunes, et ce ne sont pas uniquement les professionnel·le·s qui s'en chargent – nous cherchons à le faire le moins possible. Les jeunes peuvent disposer des clés et prendre la responsabilité du lieu en l'absence de professionnel·le·s; notre logique consiste à les accompagner à le faire de manière autonome. Cela donne une image communautaire du lieu qui peut parfois surprendre des partenaires ou financeurs. Lorsque ces derniers nous rendent visite, ils sont accueillis par les jeunes qui leur font découvrir les locaux, leur présentent les projets en cours, etc.

Cela peut parfois générer une forme de « flou », au sens où la présentation du lieu dépend de l'expérience – parfois partielle – de chaque jeune. Afin d'harmoniser cette activité d'accueil, nous organisons des sessions de formation pour les contributeur·trice·s souhaitant assurer cette responsabilité. Alors qu'au début nous cherchions à structurer l'accueil, nous assumons aujourd'hui cette part de flou et ce côté aléatoire, car cela a de nombreux aspects positifs en termes de mobilisation des jeunes, grâce au caractère « non institutionnel » de l'accueil proposé; de gain en autonomie, grâce à l'accompagnement par les pairs; de valorisation de leur engagement, d'appropriation des lieux et du projet, etc. Cette dimension a d'ailleurs été mise en avant par les financeurs ou des partenaires plus institutionnels, et elle est progressivement devenue, au Parallèle, une marque de fabrique.

Au sein des espaces dédiés à la jeunesse, la définition d'un projet est souvent vue comme un objectif en soi. Lorsque nous avons ouvert, nous-mêmes axions beaucoup l'accueil sur cette notion de projet, en expliquant au nouvel arrivant tous les projets et les parcours où il était possible de s'engager. Nous avons été néanmoins rapidement amenés à faire évoluer nos pratiques, car mobiliser systématiquement la notion de projet pouvait susciter de l'incompréhension

parmi les jeunes. Aujourd'hui, nous ne les sollicitons plus directement là-dessus. L'idée est de leur laisser le temps de s'acclimater au lieu, de rencontrer de nouvelles personnes, de participer à la vie quotidienne, et donc de se l'approprier progressivement. Nous sommes passés d'un accueil axé sur le projet à un accueil axé sur la rencontre. Nous appelons cela les ateliers du « non-faire » [voir encadré]. Pour faciliter ce travail, nous utilisons parfois l'outil de l'« échelle de l'engagement ». Nous disposons d'une échelle graduée, allant de 1 à 10. Le nombre 1 signifie : « Je viens de temps en temps, je participe à différents temps de la vie quotidienne. » Et le 10 signifie : « Je souhaite participer activement au projet du Parallèle, je souhaite le porter politiquement auprès des institutions. » Nous cherchons cependant à éviter toute injonction à aller au plus haut de l'échelle, car notre usage de cet outil vise, précisément, à en prévenir les possibles dérives.

Prendre en compte le niveau d'autonomie et les difficultés propres à chaque jeune

La durée de l'acculturation des jeunes au Parallèle peut être très variable en fonction des personnes. Nous faisons ainsi en sorte que ce temps soit modulable selon les individus et leur niveau d'autonomie. Certains ont besoin de quelques jours, d'autres de plusieurs mois. La seule injonction à la participation porte sur la vie quotidienne (ménage, vaisselle, rangement, etc.) : toute personne utilisant l'espace doit y participer. C'est grâce à ce temps laissé à chacun que nous apprenons à mieux connaître les personnes, leur situation, leurs centres d'intérêt et donc à mieux adapter notre posture professionnelle à leurs réalités et non l'inverse. C'est l'essence même de notre travail.

Ensuite, en fonction de la personne, nous allons l'accompagner pour faciliter son intégration au sein de projets déjà existants ou à bâtir. Notre objectif est de faire en sorte que tous les profils de jeunes puissent s'en saisir et que l'accompagnement soit individualisé. Par exemple, nous pouvons faciliter la contribution d'une personne lors d'un évènement ou d'un atelier, mettre en relation des personnes ayant un intérêt commun, laisser la possibilité de mettre en place un projet dans le lieu en totale autonomie, jusqu'à la possibilité de participer à la gouvernance ou de la représenter lors de réunions avec des financeurs. À titre d'exemple, nous avons une jeune contributrice du lieu qui représente Le Parallèle au sein du contrat local de santé² de la communauté d'agglomération de Redon.

2. Inscrit dans la loi depuis 2009, le contrat local de santé (CLS) est un outil contractuel d'action publique qui organise le partenariat entre l'agence régionale de santé (ARS), les collectivités territoriales et d'autres acteurs institutionnels et associatifs concernés, et qui vise à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé autour de différents axes thématiques (promotion de la santé, prévention, politique de soins, accompagnement médico-social).

L'atelier du « non-faire »

À l'origine, l'atelier du « non-faire » est un lieu de psychiatrie alternative où chaque visiteur est libre de prendre des pinceaux, des feutres, des instruments ou tout autre matériau artistique mis à disposition ou bien, justement, de ne rien faire. Nous avons adapté cette pédagogie au contexte du Parallèle. En effet, le tiers-lieu et son accueil sont pensés pour qu'il soit possible de pratiquer des activités artistiques ou culturelles, mais aussi de repenser l'aménagement et la décoration en totale autonomie. Nous avons une régie matérielle avec tout type de feutres et de marqueurs, de la peinture, mais aussi du matériel de bricolage en libre accès, afin que les contributeurs se sachent autorisés à pratiquer sans demander à qui que soit ou bien, à l'inverse, de bénéficier d'un accompagnement. Plusieurs murs sont dédiés à ce type d'atelier où vivent de grandes fresques collectives qui modifient ainsi l'apparence du lieu. Une salle est également consacrée au son, avec ordinateur, table de mixage

et enceinte, afin de s'initier au mixage et à la création de musique électronique. Des contributeurs ont rajouté des instruments de musique qu'ils mettent à disposition en libre accès. Dans un autre espace, du matériel radio est mis à disposition par une radio locale afin de donner la possibilité de s'enregistrer et de s'essayer à la création de contenu (podcasts, slam, etc.). Pour faciliter l'accessibilité aux différentes machines et micros, des affiches et de la signalétique expliquent simplement comme utiliser tout le matériel. L'objectif de ces accueils est que chaque contributeur se sente légitime à venir au Parallèle. Une forte majorité des jeunes que nous accueillons viennent sans avoir de projet spécifique.

Les ateliers du non-faire donnent des prétextes pour venir, des prétextes à la rencontre et à l'appropriation des lieux, sans injonction, sans obligation. Il est aujourd'hui à l'origine de nombreux projets d'expositions, de concerts, de scènes ouvertes, etc.

Lorsque cela nous semble nécessaire, nous proposons un accueil plus individualisé qui peut être formel ou informel. Ce rendez-vous a pour objectif de mieux connaître la personne, dans un cadre plus respectueux de son intimité, mais aussi d'identifier des freins à la participation chez les jeunes que nous accueillons – freins pouvant être liés à la santé, mais aussi au logement, à la situation financière, à un problème de mobilité, etc. – en veillant à articuler les dimensions affectives et matérielles. Par exemple, nous avons accompagné une jeune contributrice dans la recherche d'un logement, mais sa situation sur le plan de la santé mentale ne lui permettait pas de gérer son quotidien et, *a fortiori*, son logement. Ce rendez-vous permet également de repérer, chez les jeunes que nous rencontrons, des expériences négatives

vis-à-vis du collectif (harcèlement, phobie sociale, etc.), des difficultés psychiques (dépression chronique, bipolarité, schizophrénie, etc.), voire des situations de violences sexuelles et/ou intrafamiliales.

Nous portons une attention particulière à ces différentes problématiques, dès l'arrivée d'une personne dans le lieu, afin d'être vigilants, d'adapter le fonctionnement du lieu aux personnes concernées, voire de construire des projets spécifiques. C'est ainsi que sont nés, par exemple, les temps communautaires dédiés aux personnes LGBTQI+, aux relations affectives et aux violences sexuelles, qui ont pour caractéristique d'être autogérés par leurs membres.

Enfin, l'accueil individualisé permet aussi de mieux comprendre les leviers de l'engagement et les motivations de la personne à s'investir dans le lieu : pour rencontrer de nouvelles personnes, pour un projet particulier, pour sortir de l'isolement, etc. Cela nous permet de mieux les accompagner au sein du tiers-lieu et de ses possibles.

Cette modalité d'accueil s'inscrit également dans une logique visant à nous positionner dans un rôle complémentaire à celui des autres acteurs intervenant auprès des jeunes tels que la mission locale, le centre communal d'action sociale (CCAS), le comité départemental d'action sociale (CDAS) ou encore le foyer de jeunes travailleurs (FJT). Cela se traduit notamment par le fait que nous ne sommes pas habilités à instruire l'entrée dans un dispositif de soutien (aide financière, accès au logement, etc.). Ne pas disposer de ces missions nous offre dès lors la possibilité de nous concentrer sur l'écoute, le repérage des difficultés, et l'accompagnement, en offrant un cadre dédié à cela. Certaines institutions ont saisi cette possibilité de coaccueillir afin de gagner en efficacité, ce qui nous permet de mieux répondre collectivement aux besoins des jeunes adultes du territoire.

Un enjeu de positionnement et de posture professionnels

La culture professionnelle dont – pour partie – nous héritons, nous pousse à mettre les jeunes en action et à penser qu'ils doivent être productifs très vite, sans quoi cela serait du temps perdu favorisant des situations d'errance et de laisser-aller. Or l'adaptation à la temporalité de chacun·e permet, au contraire, de mieux toucher les jeunes les plus éloignés et de maintenir l'accompagnement dans la durée.

De ce point de vue, notre positionnement a, là aussi, évolué depuis l'ouverture du lieu, dans la mesure où notre objectif initial était, par exemple, que tout le monde participe à la gouvernance et aux décisions importantes. Aujourd'hui, notre objectif est que toute personne souhaitant participer à la gouvernance puisse le faire, que les espaces soient accessibles et que les personnes se sentent légitimes à s'investir, mais pas à tout prix. Nous valorisons tous les types d'engagement et de contribution, et nous ne voulons pas forcer les personnes à participer à des réflexions qu'ils ne souhaitent pas avoir – ce qui serait contre-productif.

La contribution de chacun peut en outre évoluer avec le temps, cela constitue l'un des enjeux de notre pratique professionnelle. Nous facilitons les connexions entre les projets et nous favorisons les parcours adaptés à chaque jeune, tout en veillant à maintenir une culture commune. Il est très fréquent, par exemple, qu'une personne commence au sein du Parallèle par venir profiter du lieu, s'intègre dans un parcours d'accompagnement comme le « Labo », puis commence à porter ses propres projets collectifs, avant de poursuivre l'expérience dans le cadre d'un service civique, d'un stage ou d'une reprise d'étude. Tous les jeunes en service civique, les stagiaires ainsi que certains salariés sont d'anciens contributeurs du lieu.

La posture professionnelle est dès lors essentielle dans les pratiques d'accueil, et ce davantage encore dans un espace comme le nôtre où nous accueillons un public souvent très précaire. Nous essayons de mettre en place une forme d'« aller vers » en créant une disponibilité dans notre attitude. Dans le quotidien professionnel, l'aller-vers est régulièrement associé à l'espace géographique mais cela ne se limite pas à la mobilité physique. Cette proximité inclut aussi une proximité avec les jeunes, une ouverture vers autrui dans sa globalité. La personne chargée de l'accueil doit se rendre disponible, ouverte et présente, et ce non seulement au sens physique et/ou géographique du terme.

L'intermédiation au service de l'engagement: une forme d'« aller vers »

Entretien avec MONA GORCE et MAÏTÉ JUAN
Association Astérya

Réalisé par JORDAN PARISSÉ et EMMANUEL PORTE

L'association Astérya déploie depuis 2014, en région parisienne, une activité de soutien à l'engagement, dans une logique d'intermédiation entre personnes souhaitant s'engager et les associations susceptibles de les accueillir, mais aussi à travers l'organisation d'animations à destination du grand public. De manière originale, l'association propose également des formations à destination des professionnels, elles-mêmes étroitement arrimées au développement d'une activité de recherche en interne. Mona Gorce, coordinatrice des démarches d'accompagnement à l'engagement, et Maïté Juan, coordinatrice du pôle recherche et formation, apportent, dans cet entretien croisé, un éclairage sur la spécificité de ce positionnement associatif.

CAHIERS DE L'ACTION: Votre association, Astérya, accompagne des personnes vers des pratiques d'engagement. Quelle forme prend cette activité d'accompagnement et comment s'organise-t-elle ?

MONA GORCE: L'association a été fondée en 2014 dans le but d'aider les personnes souhaitant s'engager à s'y retrouver dans tout ce qui existe parmi la multitude d'associations et de collectifs de Paris et sa petite couronne. Dès le début, l'objectif était aussi d'aller vers les personnes *a priori* éloignées de l'engagement, en particulier le public en situation de précarité, le public en situation d'exil et le public en situation de handicap. L'association a toujours eu pour vocation à la fois d'accompagner et de promouvoir l'engagement. Deux pôles d'accompagnement sont ainsi progressivement apparus. Le pôle d'accompagnement individuel à l'engagement se structure principalement autour de permanences lors desquelles les personnes peuvent gratuitement venir discuter individuellement de leur envie d'agir, afin de bénéficier d'un conseil, d'une orientation, d'une écoute et d'un suivi, qui peut durer de deux jours à deux ans selon les trajectoires et les freins éventuels à lever. La très grande majorité des personnes qui viennent nous voir le font parce qu'elles souhaitent rejoindre une association ou un collectif. Elles peuvent aussi venir entre amis ou en couple, mais c'est moins fréquent. Il existe également un pôle d'accompagnement collectif, qui coordonne des groupes souhaitant s'enga-

ger et monter un projet. Cela se fait plutôt par le biais de partenariats et de prestations. Par exemple, je suis intervenue dans un centre d'activité de jour pour personnes cérébro-lésées afin de les accompagner dans le montage d'un projet solidaire, écologique et citoyen sur une année.

Dans le cadre de cet accompagnement collectif, les groupes sont-ils plutôt « adressés » par des institutions ou des structures avec lesquelles vous travaillez ou vous arrive-t-il de les composer vous-mêmes ?

M. G. : Même si cela est encore peu fréquent, il m'arrive d'initier la constitution de groupes informels entre des personnes ayant des projets assez proches. Il est déjà arrivé qu'une personne me dise vouloir monter tel ou tel projet dans le quartier et que je fasse le lien avec d'autres personnes qui m'avaient parlé d'une idée similaire, pour voir si cela pouvait se faire de manière coportée ou cocréée. Dans le cadre du projet du « Boost Éco-citoyens¹ », j'ai aussi accompagné des habitant·e·s du quartier pour créer une carte des initiatives écocitoyennes du 18^e arrondissement, l'Ecoplan [encadré p. 69]. En l'occurrence, je n'ai pas formé moi-même le groupe, il s'est constitué avec des personnes qui ont exprimé leur intérêt pour ce genre de projet et avec lesquelles nous avons commencé à organiser des réunions. Il s'agissait d'un accompagnement qui n'était pas formalisé, mais très régulier, hebdomadaire. Cela diffère des

1. « Le Boost Eco-citoyens est un programme expérimental et multipartenarial de trois ans, impulsé et financé par l'ADEME Île-de-France. Ce programme pionnier a pour objectif de stimuler et d'accompagner des écosystèmes d'initiatives citoyennes de la transition écologique à l'échelle d'un territoire afin de les accélérer, de les densifier et de les pérenniser. » Source : asterya.eu.

accompagnements que nous réalisons à la demande d'une structure en particulier. Dans ce cas, l'accompagnement est très réglé, très cadré, formel, avec un rythme et une périodicité bien définis. C'est une prestation.

Astérya n'est pas une structure qui cherche à faire adhérer les individus, mais plutôt une association de service à un réseau d'autres associations.

M. G. : C'est une association de service aux gens qui veulent s'engager. Nous sommes attentifs à bien faire cette distinction auprès des associations pour éviter qu'elles croient que nous sommes un réseau à leur service et qu'elles viennent vers nous pour que nous leur « trouvions » des bénévoles. L'idée est que les gens viennent nous voir et qu'on les aide, eux, à trouver ce qui pourrait leur plaire en termes de manière d'agir et d'association. Mais nous ne sommes pas au service des associations. Évidemment, nous leur rendons service d'une manière ou d'une autre, mais nous n'allons pas chercher des bénévoles pour eux.

En cela, votre positionnement diffère de celui des plateformes de publication d'offres de missions bénévoles que l'on voit se multiplier.

M. G. : C'est précisément de cela qu'on veut se distinguer. En soi, nous n'avons rien contre et nous ne faisons pas double. Des personnes très autonomes vont passer par ces plateformes, mais d'autres le sont moins et vont avoir envie de discuter avec quelqu'un. Avec les plateformes, il y a quelque chose de plus simple, plus facile : en deux clics, on trouve une mission bénévole. Mais l'accompagnement d'Astérya lève des

freins qui empêcheraient certaines personnes d'aller sur ces plateformes, tout en les aidant à prendre contact avec les associations, à bien comprendre les contenus des missions, à choisir parmi les missions, à se poser des questions.

MAÏTÉ JUAN : L'approche d'Astérya est plus ambitieuse. Renforcer le pouvoir d'agir de la personne consiste à la laisser faire elle-même le cheminement pour contacter les associations qu'on va lui recommander, en plus du travail personnalisé, sur-mesure, que les accompagnatrices vont faire pour défricher les besoins, les envies, en fonction des freins et des obstacles de la personne. C'est une approche plus qualitative et plus interactive.

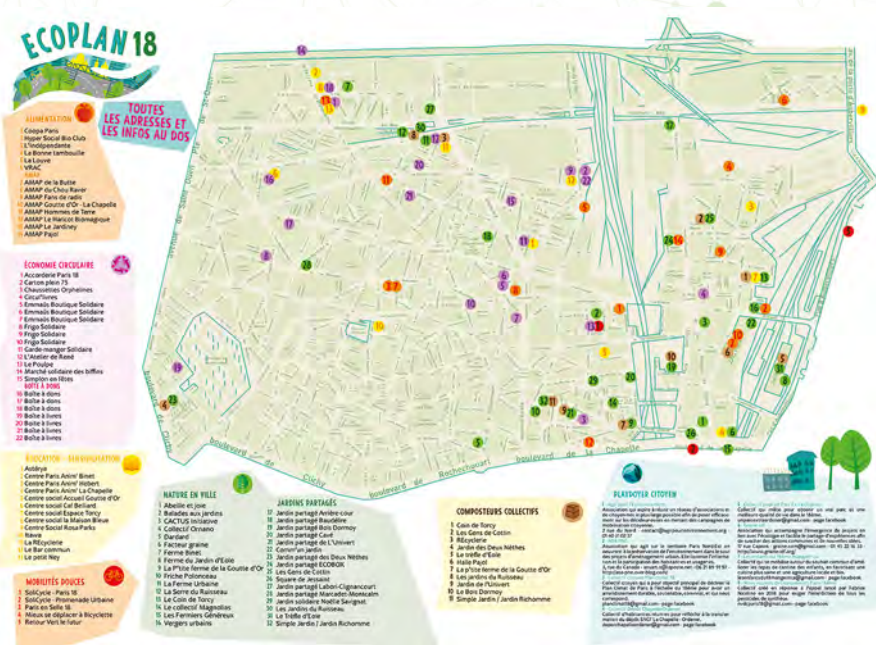
Vous accompagnez des personnes qui viennent vous voir, en même temps vous devenez aussi un acteur du quartier, vous êtes implanté dans des réseaux, et donc, à un moment donné, vous pouvez aussi susciter des engagements. Est-ce votre manière de vous inscrire dans la démarche de l'aller-vers ?

M. J. : Au sein de l'association, nous disposons d'un pôle dédié au réveil des envies d'agir, dont le but est de susciter des engagements, principalement à travers la mise en place d'animations participatives. Ces animations mobilisent des méthodes d'éducation populaire : débats mouvants, saynètes théâtrales... Nous organisons également des cafés « Envie d'agir » : ce format permet de faire se rencontrer des associations et des citoyens isolés en vue d'ouvrir une porte vers l'engagement, de jouer un rôle d'interface pour faciliter le passage à l'action. Cela passe aussi par

Accompagner la construction collective d'une carte des initiatives citoyennes: l'Ecoplan

Par **MONA GORCE**

« L'idée de l'Ecoplan est apparue au sein d'un conseil de quartier. Le coordinateur des conseils de quartiers m'a mise en relation avec une habitante qui avait ce projet en tête. Petit à petit des gens se sont greffés, à la fois par mon intermédiaire et par celui des conseils de quartiers, jusqu'à constituer un groupe de 4-5 personnes. Lors du premier confinement en 2020, nous avons organisé des réunions hebdomadaires sur [le réseau social] Discord. On discutait et on s'échangeait des listes de choses à faire de semaine en semaine. Mon rôle a consisté à proposer une gouvernance au projet et à repérer les personnes dont nous pouvions avoir besoin en termes de connaissance du quartier ou de graphisme. Il consistait aussi à « booster », à remotiver, à faire les choses lorsque je sentais qu'il y avait un peu de démotivation ou un sentiment de perte de temps, ou bien encore à « donner des billes » pour que les personnes puissent faire les choses plus facilement. Par exemple, je me suis chargée d'appeler une association ou des initiatives du quartier pour les prévenir que tel bénévole allait les contacter pour recueillir des informations. Je fais donc de l'intermédiation et je me charge d'apporter les ordres du jour et les listes de choses à faire, de cadrer les échanges, toutes ces choses-là. »



L'« Ecoplan » du 18^e arrondissement de Paris. Source: [participezparis18.fr].

des ateliers à destination des seniors, à travers lesquels nous développons des partenariats avec différentes institutions, notamment des médiathèques.

Comment fonctionnent plus spécifiquement les cafés que vous organisez ?

M. G. : Les cafés « Envie d'agir » sont des événements thématiques. Par exemple : comment agir avec les familles en situation de précarité ou comment agir sur les droits des personnes LGBTQIA+² ? Nous les organisons dans des lieux qui nous accueillent parce qu'ils trouvent le thème intéressant ou parce que le thème est au cœur de leur action. À chaque fois, nous invitons d'autres associations investies sur ces thématiques, mais nous ne le faisons pas selon une logique territoriale. Les gens viennent au café le plus souvent parce qu'ils sont des usagers du lieu.

Au cœur de votre projet associatif, il y a l'idée de faire de l'intermédiation. Qu'est-ce que cela implique en termes d'activité professionnelle ?

M. G. : La mission de chaque accompagnatrice est de rencontrer les personnes, d'échanger sur leurs envies, de les conseiller, mais c'est aussi de faire des recherches d'associations dans notre base de données ou sur Internet. Nous sommes habituées à utiliser les bons outils de recherche et à passer par les bons canaux. Ensuite, nous appelons les associations, nous leur demandons quels sont leurs besoins en termes de bénévolat ou bien nous rappelons les associations qui sont

dans notre base de données mais auxquelles nous n'avons pas parlé depuis un an, par exemple, pour savoir si elles continuent à proposer telle ou telle activité et qui il faut appeler pour pouvoir le transmettre aux personnes que nous accompagnons. Il y a beaucoup d'associations et ce n'est pas toujours évident d'être en contact régulier avec chacune. Ensuite, nous revenons vers la personne qui nous a contactés initialement pour lui expliquer la mission de l'association, voir si elle intéressée, et si c'est le cas l'inciter à prendre contact. Lorsque la prise de contact est un frein pour la personne que nous accompagnons, nous l'invitons à venir nous voir pour pouvoir ensemble appeler l'association identifiée ou lui écrire un mail. Par exemple, l'autre jour, une personne m'a demandé si je pouvais contacter l'association que nous avions identifiée pour elle, j'ai refusé et l'ai invitée à ce que nous le fassions ensemble. Ce sont des choses aussi terre à terre que cela.

Toute la difficulté, c'est de faire le tri, de se donner un peu des critères... Comment vous y prenez-vous ?

M. G. : Une personne a souvent plusieurs critères. Il y a le critère géographique, de rester autour de chez elle. Il y a aussi un critère thématique, même si, parfois, les personnes viennent vers moi pour me demander où il y a des besoins. Et là c'est compliqué, parce que des besoins il y en a partout, donc il faut trier. Ce type de sollicitation n'est pas majoritaire mais reste fréquent.

2. Ce sigle est utilisé pour qualifier les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans, queers, intersexes et asexuelles (LGBTQIA). L'ajout du signe « + » permet d'inclure d'autres variantes relatives à l'identité de genre ou à une orientation sexuelle.

On présente fréquemment les processus d'engagement comme des processus rationnels, par lesquels les gens réalisent une forme de montée en compétence qu'ils pourront valoriser plus tard, plutôt que comme une volonté de s'engager pour les autres ou avec les autres de manière altruiste.

M. G. : Ce type de demande, je la retrouve très souvent chez des personnes en demande d'asile, puisque nous travaillons beaucoup avec des centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA) qui orientent vers nous des personnes qui ont envie de faire ou d'aider. Eux disent souvent : « Je veux aider, je veux être utile, dites-moi où je peux aller ? » C'est l'une des difficultés parmi d'autres que de resserrer l'entonnoir. Souvent, il m'arrive de poser des questions auxquelles ils ne s'attendent pas, du type : « Est-ce que tu n'aurais pas envie d'apprendre quelque chose à travers ton bénévolat ? Est-ce que tu ne souhaiterais pas retrouver une activité que tu aimais faire avant, même si tu ne penses pas forcément que c'est lié au bénévolat ? » Toutes ces questions permettent d'affiner le profil de l'association recherchée. Il arrive parfois de ramer un peu, que ça soit difficile, que la personne ne sache pas. L'idée, dans ce cas, c'est de lui présenter des manières d'agir, notamment en utilisant le *Guide pour agir* – que nous réalisons³ – ou en montrant les photos de l'exposition dans la pièce à côté qui illustrent des personnes en situation d'action. L'idée c'est de réveiller quelque chose. J'utilise même parfois les plateformes de bénévolat ponctuel,

en incitant les personnes à tester des choses : distribuer des repas tel jour, faire des maraudes tel autre jour, etc. Avec ce processus nous n'arrivons pas forcément au résultat imaginé par la personne au départ.

M. J. : Pour donner un exemple concret de cette approche consistant à tester des associations, l'année dernière, nous avons accompagné une retraitée, ancienne professeure d'histoire-géo, qui voulait s'engager pour la transition écologique ; elle était très dynamique et voulait mettre la main à la pâte. Nous l'avions orientée vers une ferme urbaine participative pour faire des semis. Elle s'y est engagée pour une action ponctuelle, mais s'est sentie trahie et instrumentalisée dans son engagement parce qu'elle a finalement été amenée à faire de la manutention en travaillant sur des palettes et s'est fait mal. Elle est donc revenue vers l'accompagnatrice pour trouver un autre engagement moins physique. On l'a alors réorientée vers une association qui s'appelle La Base, qui se voulait un QG des initiatives écologiques à Paris⁴, avec une forte dimension de plaidoyer. Mais là, ce qui l'a freinée, c'est que c'était une culture plus juvénile, un peu trop conflictuelle, un peu trop militante pour elle, avec en plus un usage du numérique vis-à-vis duquel elle ne se sentait pas à l'aise. Donc, elle est revenue vers l'accompagnatrice. Cela illustre le travail de tâtonnement expérimental et sur-mesure ainsi que les ajustements « au fil de l'eau » que nous sommes amenés à réaliser sur le temps long. Aujourd'hui, son engagement

3. asterya.eu.

4. Ce lieu a fermé ses portes en juin 2022. Voir : reporterre.net.

bénévole se fait avec Astérya, notamment au sein des ateliers de réveil des envies d'agir des seniors.

M. G. : C'est délicat parce que, parfois, les gens ont envie de nous faire plaisir. Il nous faut donc trouver le bon équilibre entre la découverte de diverses formes possibles d'engagement et éviter de multiplier les expériences décourageantes. Dans ce cas, on ne l'a pas perdue, mais il arrive que, faute de savoir ce que la personne a en tête ou bien parce qu'elle ne le sait pas elle-même, nous lui proposons quand même des choses qui au final ne vont pas lui plaire.

Vous arrive-t-il de devoir réguler des tensions avec l'association vers laquelle vous avez orienté les personnes ?

M. G. : Il y a deux niveaux d'intervention. Il y a le niveau où la personne va nous dire qu'elle ne sait pas. Par exemple, une personne avait été orientée vers une ressourcerie. Elle m'avait dit qu'elle voulait bien être à la caisse ou s'occuper des rayonnages. Elle m'appelle un jour pour me dire qu'elle ne faisait jamais la caisse. J'aurais alors pu appeler directement la ressourcerie pour demander pourquoi la personne n'était pas à la caisse, mais l'idée que nous développons à Astérya est de faire en sorte que les personnes puissent se mettre en avant, poser les questions et les inciter à initier des discussions qu'elles n'auraient pas forcément osé avoir. Donc je lui ai proposé d'en discuter et de voir comment elle pouvait faire et qui solliciter. Notre logique c'est de dire que si nous faisons à la place des gens, ça ne les aide pas forcément pour la suite. Dans ce cas, si la personne m'avait dit que son inter-

locuteur-trice ne l'écoutait pas, j'aurais pu aussi passer un coup de fil pour voir s'il s'agissait d'un malentendu ou bien si l'association en question n'était pas respectueuse de ses bénévoles. Ce n'est donc pas de la médiation poussée, mais cela peut permettre d'identifier une association qui, par ses pratiques, n'est pas recommandable. Nous sommes à l'écoute des retours que nous font les personnes accompagnées. Une ligne rouge à ne pas franchir par exemple – et qui nous empêcherait de continuer la médiation – c'est un discours raciste.

Dans quelle mesure votre activité d'accompagnement vers l'engagement des personnes s'articule-t-elle avec l'activité de formation que vous proposez ?

M. J. : Dans les formations que nous proposons, il y a les formations civiques et citoyennes qui s'adressent à des volontaires en service civique et dans lesquelles nous faisons en sorte qu'elles suscitent ou réveillent des envies d'agir des volontaires. Nous les envisageons à la fois comme un outil de formation et de passage à l'action, par la découverte de manières d'agir, par l'expérimentation à travers des supports ludiques et interactifs ou encore par le développement d'une connaissance sur le monde associatif. Par ailleurs, nous proposons également des formations ouvertes et gratuites financées par nos bailleurs. Nous organisons ainsi une formation sur la mobilisation inclusive des bénévoles, qui a pour objectif de familiariser des professionnels, des bénévoles et des usagers avec des techniques et des outils de mobilisation et d'accompagnement testés par Astérya. Nous réfléchissons par exemple aux freins

culturels, socio-économiques, politiques, organisationnels de l'inclusion en milieu associatif, à la pertinence de mettre en place des espaces de mobilisation en non-mixité, etc. Mais nous réinvestissons aussi les postures, les savoir-faire, les savoir-être de l'accompagnement que nous développons dans ces formations.

Nous avons fait le lien entre les activités d'accompagnement et les activités de formation, mais vous développez également une activité de recherche. Pouvez-vous revenir sur cette dimension ?

M. J. : C'est un enjeu en soi. Il n'est pas forcément évident qu'une association comme Astérya, relativement petite, dispose d'un pôle dédié à la recherche. C'est un défi que d'arrimer de manière étroite les activités d'accompagnement, la recherche et la formation. C'est un pari qui, pour l'instant, est tenu, mais ces différentes activités peuvent assez facilement se déconnecter.

Dans le même temps, cela peut être plus facile à arrimer dans une petite association que dans une grande avec des pôles très différenciés.

M. J. : Cela se pose différemment. En l'occurrence, nous élaborons actuellement notre prochain projet de recherche-action qui vise à accompagner le montage, la structuration et l'essaimage d'initiatives de quartiers dans trois associations : une association de locataires, un centre social et culturel et une association de jeunes. Le projet touche trois territoires du 18^e arrondissement parisien. Le projet en lui-même comprend des animations participatives, de l'accompagnement des projets collectifs et une dimension

recherche, dont le but sera de collecter et d'analyser les animations, les accompagnements de groupes et les formations en train de se faire. La thématique rend nécessaire l'articulation des différents pôles d'Astérya dans une logique très écosystémique. Ce projet vise à observer les dispositifs « chemin faisant » des actions en train de se constituer, des groupes en train de se former, en train de prendre conscience d'eux-mêmes, alors que, dans la recherche-action précédente que nous avons menée sur l'accompagnement à la transition écologique, la dimension la plus importante consistait à restituer des trajectoires biographiques d'engagement et des dynamiques territoriales de transition écologique et à analyser le rôle qu'avaient pu jouer les démarches d'accompagnement d'Astérya sur ces trajectoires et ces mobilisations territoriales sous l'angle d'une évaluation des obstacles et des effets. Ce sera présent dans la nouvelle recherche-action (qui est hypothétique pour l'instant), mais moins, dans la mesure où la dimension opérationnelle va être beaucoup plus importante et nettement plus articulée à la collecte de données. La précédente recherche-action a néanmoins permis de remanier beaucoup la formation sur la mobilisation inclusive des bénévoles. Beaucoup de choses sont ressorties sur comment une association va mener ses actions bénévoles de manière plus ou moins excluante, de manière plus ou moins inclusive, mais aussi sur les différentes typologies d'accompagnement que l'on peut construire à partir de ce que l'on a pu analyser à travers le prisme de la transition écologique.

À travers le pôle recherche, l'association porte tout d'abord un regard sur elle-même pour analyser ses propres pratiques, les mettre en récits, et pouvoir les transmettre dans les formations. Il y a ensuite la dimension qui consiste à observer ce qui se fait dans l'écosystème de l'association pour ramener cela dans les activités d'Astérya.

M. J. : Oui. D'une part, il y a l'activité de recherche et de formation qui va permettre, par la production de savoirs actionnables, d'irriguer les pratiques d'accompagnement de l'équipe. L'idée est que les accompagnatrices puissent se saisir des savoirs qui sont collectés et produits dans la recherche pour interroger leur positionnement et, réciproquement, faire bouger l'analyse du chercheur. Mais cette circu-

lation des savoirs est toujours un défi au quotidien: cela pose des questions en termes de transversalité entre les pôles; de temps de travail partagé et de création d'espaces d'échanges, en interne, propices au questionnement collectif; d'accessibilité et de vulgarisation des travaux auprès des collègues... D'autre part, les savoirs issus de la recherche peuvent également irriguer des pratiques associatives à l'extérieur d'Astérya, à travers les formations, mais aussi à l'aide de supports de médiation comme des capsules vidéo, des journées de réflexion acteurs-chercheurs, etc. Plus globalement, il me semble pertinent de souligner que la réflexivité critique sur nos actions est l'une des modalités de l'aller-vers.

Bibliographie

- Amsellem-Mainguy Y., Lardeux L. (dir.), 2022, *Jeunesses. D'une crise à l'autre*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Avenel C., 2017, « Sources et trajectoires des pratiques de développement social en France vers le développement territorial », in Avenel C., Bourque D. (dir.), *Les nouvelles dynamiques du développement social*, Nîmes, Champ social.
- Avenel C., 2021, « L'aller-vers au cœur des mutations du travail social », [acteurs-dusocialenpaca.fr].
- Bacqué M.-H., Biewener C., 2015, *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?*, Paris, La Découverte.
- Bacqué M.-H., Mechmache M., 2013, « Pour une réforme radicale de la politique de la ville », Rapport remis au ministre délégué chargé de la ville, [en ligne].
- Baillergeau É., Grymonprez H., 2020, « "Aller-vers" les situations de grande marginalité sociale, les effets sociaux d'un champ de pratiques sociales », *Revue française des affaires sociales*, n° 2, p. 117-136.
- Balazard H., 2015, *Agir en démocratie*, Ivry-sur-Seine, L'Atelier, p. 28.
- Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL), Fédération des acteurs de la solidarité (FAS), 2018, *Développer le travail pair dans le champ de la veille sociale, de l'hébergement et du logement*, [en ligne].
- Lafore R., 2020, « Le travail social à l'épreuve des recompositions institutionnelles de l'action sociale », *Revue française des affaires sociales*, n° 2, p. 29-49.
- Laville J.-L., Salmon A., 2022, *Pour un travail social indiscipliné. Participation des citoyens et révolution des savoirs*, Toulouse, Érès.
- Le Breton H., Sabin G., 2020, « Comment les pratiques pédagogiques hors les murs interrogent-elles les protocoles de l'intervention sociale ? », *Agora débats/jeunesses*, n° 85, p. 23-58.
- Ott L., 2011, *Pédagogie sociale. Une pédagogie pour tous les éducateurs*, Lyon, Chronique sociale.
- Ott L., 2018, « Pédagogie sociale et appropriation du territoire », *Recherche-action et écriture réflexive : la pratique innovante des espaces comme levier de transformation sociale*, INJEP, coll. « Cahiers de l'action », n° 51-52.
- Peyre V., Tétard F., 2006, *Des éducateurs dans la rue. Histoire de la prévention spécialisée*, Paris, La Découverte.
- Sabin G., 2018, *La joie du dehors*, Essai de pédagogie sociale, Montreuil, Libertalia.
- Talpin J., 2016, *Community organizing*, Paris, Raisons d'agir.
- Warin P. (dir.), 2019, *Agir contre le non-recours aux droits sociaux*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.

Répertoire des sigles

ARS	Agence régionale de santé	FONJEP	Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire
BAFA	Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur	GPAS	Groupe de pédagogie et d'animation sociale
CADA	Centre d'accueil des demandeurs d'asile	ICEM	Institut coopératif de l'école moderne-Pédagogie Freinet
CCAS	Centre communal d'action sociale	LGBTQI+	Personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans, queers, intersexes et autres variantes relatives à l'identité de genre ou à une orientation sexuelle.
CDAFAL	Conseil départemental des associations familiales laïques	LGBTQUIA	Personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans, queers, intersexes et asexuelles
CDAS	Comité départemental d'action sociale	ODENORE	Observatoire des non-recours aux droits et services
CLS	Contrat local de santé	TDS	Travailleur·se·s du sexe
DIHAL	Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement		
DJEPVA	Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative		
FJT	Foyer de jeunes travailleurs		

Ouvrages parus dans la collection

- 01** – Des ressources pour l'engagement et la participation des jeunes
Gérard Marquié (coord.), 2005
- 02** – La participation des jeunes à la vie publique locale en Europe
Valérie Becquet (dir.), 2005
- 03** – Animation et développement social. Des professionnels en recherche de nouvelles compétences
Annette Obin-Coulon (dir.), 2005
- 04** – Les jeunes dans la vie locale : la participation par l'action
Jean-François Miralles, Julien Joanny, Éva Gaillat, Olivier Andrique, 2006
- 05** – Espaces populaires de création culturelle. Enjeux d'une recherche-action situationnelle
Hugues Bazin, 2006
- 06** – Projets éducatifs locaux : l'enjeu de la coordination
Véronique Laforets, 2006
- 07** – Vers l'éducation partagée. Des contrats éducatifs locaux aux projets éducatifs locaux
Bernard Bier (coord.), 2006
- 08** – Les conseils généraux, acteurs des politiques de jeunesse
Bernard Bier et Jean-Claude Richez (coord.), 2006
- 09** – Les collectivités territoriales, actrices de l'éducation populaire. Conférence de consensus, Paris, 2006
Nathalie Boucher-Petrovic (coord.), 2007
- 10** – Accueillir les jeunes en milieu rural. Pour des territoires solidaires
Mouvement rural de jeunesse chrétienne, 2007
- 11** – Prévenir les ruptures adolescents-institutions
Réflexion sur la recherche-action
Joëlle Bordet (dir.), 2007
- 12** – Enfants et jeunes nouvellement arrivés. Guide de l'accompagnement éducatif
Clotilde Giner et Eunice Mangado (AFEV) (coord.), 2007
- 13** – L'action sociale et la fonction parentale. Héritage et renouveau
Florence Ovaere (dir.), 2007
- 14** – S'informer pour s'orienter. Pratiques et parcours de jeunes
Cécile Delesalle, avec la collaboration de Sophie Govindassamy (Vérès Consultants), 2007
- 15** – Enfants à la colo. Courcelles, une pédagogie de la liberté
Jean-Marie Bataille (dir.), 2007
- 16** – Éducation et citoyenneté
Bernard Bier et Joce Le Breton (coord.), 2007
- 17** – Villes éducatrices. L'expérience du projet de Barcelon
Araceli Vilarrasa, Bernard Bier et Jean-Claude Richez (coord.), 2007
- 18** – Le sujet écrivain son histoire. Histoire de vie et écriture en atelier
Alex Lainé et Marijo Coulon (coord.), 2008
- 19** – Coexist, une pédagogie contre le racisme et l'antisémitisme. Déconstruire les stéréotypes
Joëlle Bordet, Judith Cohen-Solal, 2008
- 20** – Territoires ruraux et enjeux éducatifs. La plus-value associative
Fédération nationale des Foyers ruraux (FNFR), 2008

Ouvrages parus dans la collection

- 21** – Structures d'animation en zones urbaines sensibles. L'exemple de la Communauté urbaine de Bordeaux
Stéphanie Rubi, 2009
- 22** – Jeunes, racisme et construction identitaire
Bernard Bier, Joëlle Bordet, 2009
- 23** – Construire une démarche d'évaluation partagée. Une expérimentation dans le Pas-de-Calais.
Démarche coopérative du réseau DEMEVA
Mathieu Dujardin (coord.), 2009
- 24-25** – Culture, cultures : quelle(s) pédagogie(s) de l'interculturel ?
Bernard Bier et Clélia Fournier (coord.), 2009
- 26** – Sortir du face-à-face école-familles
AFEV, ANLCI, Fnepe, INJEP, 2009
- 27** – La Réussite éducative. Un dispositif questionné par l'expérience
Véronique Laforets (coord.), 2010
- 28** – Jeunes mineurs en Associations. Quel impact sur leurs parcours ?
Stéphanie Rizet, 2010
- 29** – Politique locale de jeunesse : le choix de l'éducatif. Issy-les-Moulineaux
Bruno Jarry (coord.), 2010
- 30** – Pour une animation enfance-jeunesse de qualité. L'expérience du Calvados
Natacha Blanc (coord.), 2010
- 31** – Agir pour les enfants, agir pour les parents. L'expérience des Écoles des parents et des éducateurs
Bernard Bier, Cécile Ensellem, 2011
- 32** – Jeunes de quartiers populaires et politiques de jeunesse. L'expérience du Grand Ouest
Chafik Hbila, 2011
- 33** – L'accompagnement des jeunes ayant moins d'opportunités. L'exemple du programme Envie d'agir
Brice Lesaunier, Laurence Gavarini (dir.), avec la collaboration de Caroline Le Roy, 2011
- 34** – L'expérience du service civil volontaire à Unis-Cité : quels enseignements pour le service civique ?
Valérie Becquet (dir.), 2011
- 35** – Jeunes et médias : au-delà des clichés. Déconstruire les stéréotypes
Mikaël Garnier-Lavalley et Marie-Pierre Pernette (ANACEJ) (coord.), 2012
- 36** – L'information des jeunes sur Internet : observer, accompagner. Expérimentation d'outils avec des professionnels de jeunesse
Cécile Delesalle et Gérard Marquié (dir.), 2012
- 37** – Faciliter la transition vers l'emploi des jeunes : stratégies locales d'accompagnement
Angélica Trindade-Chadeau (dir.), 2012
- 38** – Les adolescents et la culture, un défi pour les institutions muséales
Chantal Dahan (dir.), 2013
- 39** – La jeunesse dans la coopération euro-méditerranéenne : un levier pour la démocratie ?
Claire Versini (coord.), 2013
- 40** – Les jeunes face aux discriminations liées à l'orientation sexuelle et au genre : agir contre les LGBT-phobies
Cécile Chartrain (dir.), 2013
- 41** – L'entrepreneuriat des jeunes : insertion professionnelle pour certains, levier d'apprentissage pour tous
Isabelle Bapteste et Angélica Trindade-Chadeau (dir.), 2014
- 42** – Les jeunes et la loi : les enjeux d'une pédagogie de l'éducation à la citoyenneté
Marie Dumollard, Jean-Pierre Halter, Gérard Marquié (dir.), 2014
- 43** – Éducation pour la santé des jeunes : la prévention par les pairs
Yaëlle Amsellem-Mainguy, Éric Le Grand (dir.), 2014
- 44** – Développer la mobilité européenne et internationale des jeunes
Francine Labadie, Clotilde Talleu, 2015

Ouvrages parus dans la collection

- 45** – Emplois d'avenir : regards croisés d'acteurs. Enquête auprès des jeunes, des professionnels des missions locales et de leurs partenaires
Institut Bertrand Schwartz, 2015
- 46** – De l'international au local : les enjeux du volontariat de solidarité
Céline Leroux (coord.), France Volontaires, 2015
- 47** – Pratiques écologiques et éducation populaire
Lionel Larqué et Emmanuel Porte (coord.), 2016
- 48** – Médiation numérique : mutations des pratiques, transformation des métiers
Emmanuel Porte (coord.), 2017
- 49** – Regards sur la mobilité internationale des jeunes d'outre-mer
Céline Leroux, Florence Ihaddadene (coord.), 2017
- 50** – Partager l'emploi associatif, les groupements d'employeurs non marchands
Katia Torres, Angélica Trindade-Chadeau (coord.), 2018
- 51-52** – Recherche-action et écriture réflexive : la pratique innovante des espaces comme levier de transformation sociale
Hugues Bazin (coord.), 2018
- 53** – L'association : un espace d'innovation démocratique ? Expériences et pratiques de gouvernance, de participation et d'accompagnement
Maïté Juan, Mathilde Renault-Tinacci (coord.), 2019
- 54** – Politiques intégrées de jeunesse : une action publique renouvelée ?
Florence Abadie (coord.), 2020
- 55** – Construire la recherche avec la société civile : les enjeux de la démarche d'intermédiation, 2020
- 56** – L'engagement dans les quartiers populaires. Formes et modalités des initiatives des jeunes
Sophia Arouche, Laurent Lardeux, Jonathan Stebig, Clemens Zobel (coord.), 2020
- 57** – L'accompagnement à la participation, 2021
- 58** – L'alimentation à la croisée des champs de l'action publique et de la vie associative

L'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, service à compétence nationale rattaché à la direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA) du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse, est un observatoire de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.

Observatoire producteur de connaissances, l'INJEP est un centre de ressources et d'expertise sur les questions de jeunesse et les politiques qui lui sont dédiées, sur l'éducation populaire, la vie associative et le sport.

Sa mission : contribuer à améliorer la connaissance dans ces domaines par la production de statistiques et d'analyses, l'observation, l'expérimentation et l'évaluation.
Son ambition : partager cette connaissance avec tous les acteurs et éclairer la décision publique.

L'INJEP, creuset de nouvelles connaissances et de nouvelles données publiques

Rassemblant des experts de disciplines variées (statisticiens, sociologues, économistes, documentalistes...), l'INJEP produit, collecte, analyse, synthétise et diffuse des connaissances sur les jeunes et les politiques de jeunesse du niveau local au niveau européen, sur les démarches d'éducation populaire, sur la vie associative et sur le sport. L'INJEP conduit ainsi un vaste programme

d'études et de recherches sur ces questions. Il comprend également le service statistique ministériel chargé de la jeunesse et du sport et produit à ce titre des données statistiques sur ces thématiques.

L'INJEP, laboratoire d'idées : expérimentations et pratiques innovantes

À travers l'animation du Fonds d'expérimentation pour la jeunesse, l'INJEP accompagne les initiatives innovantes des acteurs de terrain. L'objectif est d'étudier les effets des projets et d'orienter les politiques publiques vers les dispositifs les plus efficaces. Il suit les expérimentations, leur donne de la visibilité et, à partir de leurs évaluations, propose des pistes de capitalisation pour la mutualisation et l'essaimage de bonnes pratiques.

L'INJEP, lieu unique à l'interface des différents acteurs

À la croisée des univers de la recherche, des statistiques publiques, des élus ou professionnels, l'INJEP est un expert de référence capable de produire des données et des analyses qui bénéficient à la fois des apports de la recherche et de l'expérience de terrain. Grâce à ce positionnement spécifique, il joue un rôle de passerelle entre les différents acteurs à travers de nombreuses publications, des produits documentaires et des événements.

Téléphone : 0170 989 400

Site : injep.fr

Retrouver les autres publications et collections de l'INJEP sur injep.fr

INJEP Analyses & synthèses



IAS propose à travers un format court, un style accessible et des encadrés didactiques, de diffuser de manière large les principaux résultats de travaux (études, expérimentations, statistiques) réalisés par, pour ou avec l'INJEP. Alternant les sous-collections « statistique publique », « études et recherches » et « expérimentations », une douzaine de numéros est prévue chaque année.

INJEP Notes & rapports



Cette collection propose des notes, rapports et revues de littérature dans un format détaillé et complet. Elle est en particulier le support de publication des rapports d'études et de recherche portés par l'INJEP.

Revue Agora débats/jeunesses



Principale revue de recherche consacrée à la jeunesse en France, *Agora débats/jeunesses* approfondit la connaissance sur les jeunes, leurs situations, leurs modes de vie, leur environnement, les relations qu'ils entretiennent avec

les autres générations et l'analyse des politiques publiques qui leur sont consacrées. Animée par un comité de rédaction pluridisciplinaire et composé de chercheurs, d'universitaires et d'experts, la revue réalise chaque année trois numéros qui sont édités aux Presses de Sciences Po.

Fiches repères



En deux pages, ces fiches apportent des données de cadrage et font l'état des lieux sur un sujet à travers la synthèse de travaux et/ou données existants.

Elles s'adressent à un public large et valorisent la capacité de l'INJEP à rassembler, décrypter, synthétiser des travaux et données extérieures sur les champs de sa compétence.

Les chiffres clés



Les chiffres clés proposent une sélection d'indicateurs récents et de référence restitués sous forme d'infographies visant à faciliter la compréhension et l'appropriation par le grand public. Cette collection comprend les chiffres clés de la jeunesse, les chiffres clés de la vie associative et ceux du sport.

Cahiers de l'action

n° 59 décembre 2022

En partant de problèmes ancrés dans l'action, la collection des Cahiers de l'action se propose d'offrir des ressources sur des champs thématiques variés : écologie, culture, jeunesse, sciences, mobilités, éducation, etc. Cherchant à se nourrir des démarches d'éducation populaire et de recherche participative, cette publication fait le pari de la construction d'une expertise partagée à la croisée des mondes de la recherche, du champ associatif et de l'action publique.

Des liens et des lieux: l'« aller-vers » en pratiques

Dans le champ du travail social, les démarches dites d'« aller vers » – c'est-à-dire qui vont au-devant des publics en sortant d'une logique de guichet – ouvrent des horizons d'action et de réflexion qui, sans être nouveaux, invitent à réinterroger plus fondamentalement les manières de penser l'action publique et associative.

Comme le mettent en évidence les différentes contributions rassemblées dans ce numéro, ces démarches portent en elles l'ambition de construire entre les divers intervenants sociaux (travailleurs sociaux, éducateurs du monde de l'éducation populaire, salariés d'association ou formateurs) et leurs publics une relation de soutien plus « habilitante », en visant à développer les aptitudes de la personne soutenue, dans une logique de lutte contre le non-recours aux droits mais aussi d'émancipation individuelle et collective.

Une première série de contributions donne à voir la façon dont la démarche d'« aller vers », plus spécifiquement investie dans le champ de la pédagogie sociale, développe un rapport spécifique à l'espace et au « dehors » comme modalité de relation avec le public.

À rebours cependant de cette idée de mobilité physique vers l'extérieur, une deuxième série de contributions se propose d'interroger trois modalités spécifiques de recours à cette démarche: la mise en œuvre d'une pratique d'aller vers numérique auprès des travailleur-se-s du sexe; une démarche d'« aller vers » s'incarnant dans la manière de penser la modularité d'un lieu d'accueil des publics jeunes; une forme, enfin, de soutien à l'engagement dont la logique d'« aller vers » consiste à rechercher, à travers les parcours des individus, ce qui va pouvoir les inciter à s'engager dans des activités bénévoles.



Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP)
Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA)
Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse
95 avenue de France 75013 Paris - www.injep.fr

